

CAHIERS DE LA **TRANSITION**
DÉMOCRATIQUE

POURQUOI UN NOUVEL IMAGINAIRE
DÉMOCRATIQUE ?

ENTRE INDIVIDU ET INSTITUTION,
UN « COMMUN » À PENSER ?

IL NOUS FAUT INVENTER, EXPÉRIMENTER,
SE TROMPER, SE LAISSER SURPRENDRE

CRÉER DES ESPACES À PENSER

POLITIQUE-FICTION INACHEVÉE :
LA DÉMOCRATIE EN COURS DE RÉINVENTION

JANVIER 2016

PRÉAMBULE

Depuis deux ans, de rencontres en rencontres, nous avons tenté d'animer un projet de « recherche de plein air » sur la démocratie. Malgré l'intérêt de beaucoup, nous devons reconnaître que nous ne sommes pas parvenus à faire vivre cette réflexion dans la durée.

Des réflexions ont néanmoins été conduites, des pistes esquissées, notamment autour de la nécessité d'un « nouvel imaginaire démocratique ». Nous avons décidé de réunir quelques traces de nos échanges et des textes produits ou rassemblés dans le cadre du Labo.

Ce cahier, vous propose donc des pistes de questionnement autour de la démocratie, de ses limites et de son évolution, de cette période de transition où de nouvelles expérimentations voient le jour et semblent dessiner, par touche, ce nouvel imaginaire.

Nous vous proposons de cheminer à travers les réflexions de 18 auteurs d'horizons différents. On y aborde aussi bien des questions de fond que des expérimentations, on y découvre aussi, en dernière partie du cahier une tentative de fiction à plusieurs voies qui mêle démocratie de demain et démocratie d'aujourd'hui.

Ce cahier se veut le début d'une démarche qui, nous l'espérons, sera poursuivie... dans le cadre de *Démocratie Ouverte*, autour des « mots de la démocratie », au sein d'*Ici on peut* avec les ateliers d'écriture, au sein de la *Fabrique Spinoza* et de son groupe de travail « Bonheur et démocratie, dans les œuvres d'Olivier Jouvray et de ses étudiants de l'école Émile Cohl...

Colette Desbois, Hervé Chaygneaud-Dupuy

Un remerciement à tous les participants de ce cahier :

Philippe Dujardin, André Micoud, Jacques Ion, Olivier Frerot, Jean-Pierre Worms, Hugues Bazin, Maud Richet, Michel Lallement, Guillaume Coti, Élisabeth Senegas, Pascale Puechavy, Edgar Morin, Armel Le Coz, Quitterie de Villepin, Sarah Maachi, Elisa Lewis.

Un remerciement particulier à tous ceux et celles qui ont, à un moment ou à un autre fait partie de l'équipe d'animation du Labo de la Transition Démocratique : Aurélie Letenoux, Julie Maurel, Philippe Cazeneuve, Jean-Pierre Reinmann mais aussi Bruno Vincenti, Élisabeth Martini, Pascal Dreyer, Pascale Puechavy.

Et plus globalement tous ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre à nos réflexions : Fanny Viry, Étienne Jacques, Pascal Aubert, Lise Sauvée, Beatrix Jounault, Alexandre Jost, Émile Hooge, Audrey Pascaud, Olivier Jouvray, Philippe Mouillon, Michèle Daran, Cynthia Yvert-Cadel, François Tasmowski...

Le projet du Laboratoire de la Transition Démocratique a été rendu possible par le support de l'association Ici On Peut et le soutien financier de la fondation l'Archipel des Utopies.

SOMMAIRE

4 POURQUOI UN NOUVEL IMAGINAIRE DÉMOCRATIQUE ?

Les trois temps de la démocratie
Au-delà d'une crise du régime
Fiction, jeu et miracles grecs
Les utopies, ressources de nouveaux imaginaires
Jouer avec les mots pour mieux dire la démocratie

13 ENTRE INDIVIDU ET INSTITUTION, UN « COMMUN » À PENSER ?

Individuation
Quelles nouvelles articulations entre l'individuel et le collectif ?
L'intérêt général n'existe pas !
Des citoyens abstraits aux « événements civiques »
Vers des institutions ouvertes, plus plastiques et moins pérennes
Trois modalités du « commun » ?

21 IL NOUS FAUT INVENTER, EXPÉRIMENTER, SE TROMPER, SE LAISSER SURPRENDRE

Les démarches participatives s'imposent, oui mais ...
Les figures du tiers espace : contre-espace, tiers paysage, tiers lieu
Un peu de sérendipité dans l'expérience !
Le Remix, un « format » démocratique ?
Les hackers réinventent les manières de travailler
Et l'entreprise ?

31 CRÉER DES ESPACES À PENSER

Soyons la transition que nous appelons de nos vœux !
Un lieu de rencontres qui ouvre des « possibles »
Atelier d'écriture autour de l'imaginaire démocratique
Aux oasis !!

36 POLITIQUE-FICTION INACHEVÉE : LA DÉMOCRATIE EN COURS DE RÉINVENTION

Chapitre 1 : 2017, le bouleversement, c'est maintenant ?
Chapitre 2 : « Hacker l'Assemblée Nationale ? : D'accord ! »
Chapitre 3 : La transition démocratique tunisienne passera
par la jeunesse connectée !
Chapitre 4 : Les explorateurs

45 CONTRIBUTEURS

POURQUOI UN NOUVEL IMAGINAIRE DÉMOCRATIQUE ?

« Nous sommes entrés dans le troisième temps de la démocratie » affirme Hervé Chaygneaud-Dupuy, l'initiateur de cette réflexion collective sur la *transition démocratique* en cours. Si c'est bien exact, nous sommes alors conduits à penser la démocratie au-delà de la crise du politique régulièrement ressassé comme y invite Colette Desbois. Pour penser à nouveaux frais, il est utile de revisiter, avec Philippe Dujardin pour guide, le miracle grec et l'importance du « faire comme si » du jeu démocratique. Revisiter les invariants démocratiques donc mais observer aussi les utopies concrètes qui à bas bruit transforment croyances et idéologies (André Micoud). On voit bien au travers de ces premiers textes que l'imaginaire démocratique est déstabilisé, mis en tension. Une rapide navigation entre ces mots en tension conclut cette première partie (HCD).



LES TROIS TEMPS DE LA DÉMOCRATIE

PAR HERVÉ CHAYGNEAUD-DUPUY

Il est temps de définir la promesse démocratique du XXI^e siècle ! Qu'est-ce qui nous rend la démocratie précieuse aujourd'hui ? Nous ne savons plus le dire, la démocratie est devenue une habitude, une commodité. La Révolution de la fin du XVIII^e siècle nous a libérés du joug d'une société figée, nous avons conquis la capacité à jouir de notre indépendance. Extraordinaire progrès mais dont le modèle se délite aujourd'hui dans l'indifférence au bien commun. Il nous faut donc trouver un moteur aussi puissant que celui des Lumières pour donner à la démocratie une chance de se renouveler. Les appels à la vertu, au retour aux valeurs, à l'altruisme me semblent autant de vœux pieux. Il faut partir de la société telle qu'elle est.

Le choix de la liberté plutôt que celui de l'implication

Démocratie directe, démocratie représentative restent les deux approches qui structurent encore notre conception de la démocratie. Si la démocratie directe a été vécue dans le contexte particulier de la cité athénienne, la démocratie représentative s'est cependant imposée à la modernité. Benjamin Constant a eu raison sur Jean-Jacques Rousseau. Dans la suite de la tradition de la démocratie athénienne, Rousseau voulait que chaque citoyen soit impliqué dans l'élaboration de la volonté générale. Pour lui en effet c'était la condition pour concilier liberté et soumission à la loi. Mais alors que Rousseau reste la référence, nos sociétés modernes ont dans les faits préféré la définition de la liberté

donnée par Benjamin Constant : « *la liberté s'exerce dans la jouissance paisible de l'indépendance privée* ». Nous avons choisi les libertés garanties par des droits plutôt que l'implication dans des choix faits en commun. Constant est extrêmement clairvoyant en écrivant en 1819 : « *plus l'exercice de nos droits politiques nous laissera de temps pour nos intérêts privés, plus la liberté nous sera précieuse* ».

L'ennui est que la démocratie devient ainsi un simple cadre, précieux pour ce qu'il permet, mais pas pour lui-même. On se préoccupe d'accroître les droits dont on dispose mais on ne cherche pas à s'impliquer dans le fonctionnement de la démocratie représentative, le recul de la participation électorale en est aujourd'hui la manifestation la plus marquante. Mais, en parallèle, on constate une émergence de la société civile dans l'espace public pour participer à la construction collective du bien commun : des malades et leurs familles s'invitent dans la prise en charge de leur pathologie, des consommateurs inventent des circuits courts pour les produits alimentaires, des personnes âgées qui ne veulent pas avoir la maison de retraite comme seule perspective mettent au point des habitats groupés intergénérationnels...

Si l'on n'arrive plus à « réparer » la démocratie représentative et si l'on constate les prémices de nouveaux modes d'implication c'est peut-être qu'un troisième temps de la démocratie est en train de naître. Mais ce troisième temps doit être clairement identifié pour être communément admis.

La démocratie du XXI^e siècle doit pouvoir permettre le bonheur de se relier

Il faut donc, pour donner un souffle nouveau à la démocratie, une promesse aussi forte que celle d'Athènes (le pouvoir par l'implication) ou de 1789 (la liberté par les droits). La démocratie du XXI^e siècle doit pouvoir permettre le bonheur de se relier. De nombreux auteurs très différents les uns des autres tracent des pistes en ce sens. Jacques Attali en faisant l'éloge de la fraternité¹ (aptitude à se réjouir du bonheur des autres), Roger Sue, sociologue, en proposant de miser sur le lien d'association², Pierre Calame, ancien dirigeant de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, en inversant la logique « penser global, agir local » en un « penser local, agir global », Jérémy Rifkin en mettant au jour les ressources de l'empathie³, Alain Caillé, fondateur du MAUSS, Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales, en proposant la voie du convivialisme comme alternative

1. Jacques Attali, *Fraternités*, Fayard, 1999.

2. Roger Sue, *Renouer un lien social : liberté, égalité, association*, Odile Jacob, 2001 mais aussi plus récemment *Sommes-nous vraiment prêts à changer ? : Le social au cœur de l'économie, Les liens qui libèrent*, 2011

3. Jérémy Rifkin, *op cit*.

au libéralisme et au socialisme⁴. Le point commun est de partir des personnes, de leur capacité à se relier pour traiter des questions qui les concernent puis de mettre en œuvre des approches nouvelles en trouvant des alliés dans des réseaux allant du local au global.

Prendre acte de l'individualisme contemporain

Cette promesse, le « bonheur d'être relié », est en phase avec la société dans laquelle nous vivons, tout en la tirant en avant. Elle prend acte de l'individualisme contemporain, de la recherche d'un bonheur qui est avant tout une réalisation de soi, sans les dénigrer ou les regretter mais sans s'y enfermer non plus. Elle propose de regarder les conditions de la réalisation de ce bonheur avec une réelle exigence de vérité. Qu'est-ce qui est source de bonheur, qu'est-ce qui n'est finalement qu'un plaisir éphémère ? Qu'est-ce qui me donne la joie de sentir que je me construis ? Tous ceux qui prônent le retour aux valeurs républicaines se privent du point d'appui que constituent les aspirations légitimes de nos contemporains. Difficile d'entraîner des gens à qui on dit que leurs aspirations sont vaines, futiles voire dangereuses. Acceptons que l'oubli de soi ne soit plus un idéal largement partagé et tentons plutôt de donner une perspective à la quête du bonheur. La laïcisation des valeurs chrétiennes n'est en fait jamais allée à son terme.

On cherche toujours à faire des saints, là où on a besoin de citoyens. Cette confusion des ordres de valeur est plus grave qu'on ne le dit habituellement. Il est légitime pour une religion de proposer à ses fidèles un modèle de dépassement, il est dangereux que la Cité en fasse autant car sa responsabilité n'est pas l'élévation des âmes mais la cohésion des corps, l'harmonie entre les vivants. Pour nous le symbole de cette idéologie républicaine mal émancipée de la religion est incarné par le Bénévole, sorte de saint laïc. Le Bénévole est pur, détaché de toute recherche d'intérêt personnel, il n'attend de son engagement aucune rétribution ni valorisation. Or, dès qu'on regarde de plus près, on voit que bien des bénévoles ont besoin d'une reconnaissance et que son absence entraîne de nombreuses dérives. Patrick Viveret parle ainsi avec humour de « bénévoles » pour désigner ceux qui abusent du pouvoir que leur confère leur relation aux bénéficiaires d'une aide.

Cessons de penser avec Rousseau que « s'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement » et qu'« un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes ». Nous croyons au contraire que c'est un régime adapté à des hommes et des femmes sans qualités particulières et, mieux encore, nous pensons qu'il leur permet de

4. *Pour un manifeste du convivialisme*, par Alain Caillé et alii Le Bord de l'eau, 2011

tirer parti aussi pleinement que possible des qualités qu'ils et elles ont. Pour cela il est nécessaire de crédibiliser la nouvelle promesse de la démocratie, et donc de renforcer ce qui permet de donner du sens à la quête de bonheur. Partons de là. Et essayons de montrer que ce bonheur ne peut être atteint que par la richesse des relations que nous nouons autour de nous, du proche au lointain. La rivalité sans limite n'est pas une fatalité, l'antidote n'est pas l'oubli de soi : voilà des constats simples mais qui changent la façon d'appréhender sa vie.



AU-DELÀ D'UNE CRISE DU RÉGIME

PAR COLETTE DESBOIS

On parle de « crise de la démocratie », « d'usure », de « désenchantement », de « fatigue démocratique », de « fin de la démocratie représentative » ou de « fin du politique » ... Les modèles analytiques et explicatifs qui n'ont pas été en mesure de prévoir et de donner des explications cohérentes aux bouleversements en cours, nous placent peut être devant un « salutaire désenchantement » et nous invitent à un « sage désespoir »⁵ pour penser autrement le gouvernement de la Cité et plus fondamentalement les principes du « vivre ensemble ».

Ces questions ne sont pas nouvelles. Si la démocratie représentative s'est imposée dans l'histoire, elle n'a néanmoins pas cessé d'être questionnée dans les siècles qui ont suivi sa mise en œuvre. Des questions disqualifiées revoient le jour et posent de manière cruciale aujourd'hui les formes symboliques d'expression de la souveraineté du peuple.

La démocratie est un processus, une dynamique complexe qui nécessite d'être sans cesse questionnée comme l'affirme Chantal Mouffe : « *La démocratie n'est pas quelque chose de naturel et qui va de soi ou comme le résultat d'une évolution morale de l'humanité, il importe de percevoir son caractère improbable et incertain. Il s'agit de quelque chose de fragile et qui n'est jamais définitivement acquis car il n'existe pas de seuil de démocratie qui, une fois*

atteint, garantisse à jamais sa permanence. »⁶ Il ne s'agit pas de s'interroger sur la légitimité même de la démocratie mais des conditions de légitimité du pouvoir démocratique. Le suffrage universel, extraordinaire conquête dans l'histoire des sociétés humaines, a été la pierre angulaire de cette légitimation. Le fait de boudier les urnes aujourd'hui est perçu comme une remise en cause de la démocratie dans ses fondements, n'est-on pas plus simplement en train d'assister à une remise en cause des pratiques et règles sur lesquelles repose cette légitimité du pouvoir aujourd'hui ?

Pierre Rosanvallon affirme que la légitimité démocratique est trop souvent réduite à sa définition électorale. Suite à son enquête sur les mutations de la démocratie au XXI^e siècle, il part du constat qu'on assisterait à l'élargissement de la vie démocratique à d'autres registres que celui de l'élection. Le moment électoral aurait fini d'être ce moment sacré de la démocratie, cette fête quasi religieuse de la citoyenneté. Si la campagne électorale demeure encore, un moment plein de promesses, la gouvernance de la nation en est tout autre, se heurtant aux difficultés de décider dans un monde complexe, pluriel et souvent paradoxal. Ce décalage, de plus en plus marquant, ne produit que frustrations et déceptions du côté des gouvernés et justification de la difficulté d'agir dans un monde complexe du côté des gouvernants.

Une urgence à développer des formes de démocratie permanente

Les citoyens se reconnaissent de moins en moins dans un système où ils ne donneraient leur opinion qu'une fois à chaque élection et délégueraient la gestion de la cité le reste du temps. Les plus actifs, ne se contentent plus d'être de simples électeurs, on voit se multiplier à la fois des pratiques de surveillance, d'empêchement via des mouvements de mobilisation citoyenne et aussi des initiatives autour d'un « agir local » et/ou « alternatif » en rupture avec les pouvoirs institués. Il y a urgence à développer des formes de « démocratie permanente » auquel il faut aujourd'hui s'atteler.

L'approche partisane, même si elle demeure la clé de voûte du pouvoir en occident, semble toucher ses limites. L'électorat qu'on a tendance à qualifier de « flottant » n'est il pas simplement en train de rejeter un choix restreint de solutions toutes faites et de revendiquer intuitivement la nécessité de mettre en place des processus qui permettent de produire une « intelligence collective » plus en mesure de répondre à cette complexité ?

5 En référence à André Comte-Sponville, *Traité du désespoir et de la béatitude*, in Claudine Leleux, *La démocratie moderne, Les grandes théories*, Edition du Cerf, 1997, p 20

6 Chantal Mouffe, *Le politique et ses enjeux, pour une démocratie plurielle*, Edition la Découverte, janv.1994, Introduction p. 10

« La notion de majorité elle-même a perdu sa consistance première » comme le souligne Pierre Rosanvallon. Le « peuple » ne peut plus s'appréhender au regard d'une majorité mais bien plus à partir d'une pluralité de points de vues à mettre en discussion qui permet d'appréhender la complexité des situations chaque fois spécifique.. Comme le souligne Jean Philippe Pierron, « nos sociétés apprennent à se comprendre comme plurielles. Elles vivent et découvrent une forme de pluralisme éthique qui les traverse, notamment en raison de la dilution ou de la disparition progressive du caractère englobant des grandes institutions (religieuses, étatiques). »⁷ Dès lors, il apparaît difficile aux gouvernants de prétendre servir « le bien public » et d'assurer le consensus en l'absence d'une discussion publique réelle sur toutes les questions qui engagent le commun. Une telle perspective, vient bousculer les conceptions que nous avions jusqu'alors, d'une minorité d'élus qui serait capable de défendre « un intérêt général » par la délibération entre pairs, transcendant les opinions de simples citoyens ou résultant d'une négociation entre les intérêts particuliers. Il ne s'agit en aucun cas de nier le rôle des gouvernants et de militer pour une démocratie directe, mais d'adjoindre de véritables espaces de discussion *ad hoc* qui permettent aux intéressés et à leurs représentants de faire valoir leur avis ou leur expérience. Il ne s'agit plus d'induire « l'intérêt général » mais de déduire le « bien commun » de la « discussion » de points de vue pluriels.

La référence à la démocratie délibérative (J. Habermas), connaît un succès croissant dans la sphère publique. Si les pratiques mises en œuvre sur les territoires ont montré leur limite et ont pu décevoir les citoyens qui s'y sont impliqués, elles participent néanmoins à questionner et installer de nouvelles pratiques en expérimentation. Il est probable que nous soyons à l'aube d'une nouvelle ère de la démocratie, d'un basculement vers une nouvelle étape qui reste à définir, période tout autant déstabilisante qu'enthousiasmante.

⁷ Jean Philippe Pierron, doyen de la faculté de philosophie, *cours sur la gouvernance*, Master 2 Ethique et Développement, 2013



FICTION, JEU ET MIRACLES GRECS

PAR PHILIPPE DUJARDIN

On connaît la formule du « miracle grec » qu'inspire, en 1883, la vue du Parthénon à Ernest Renan. S'impose à lui l'idée qu'à côté du miracle juif vient se placer le miracle grec, « une chose qui n'a existé qu'une fois, qui ne s'était jamais vue, qui ne se reverra plus, mais dont l'effet durera éternellement ».

Il est revenu à un Jean-Pierre Vernant ou à une Jacqueline de Romilly de décliner, pour nos générations, les attendus d'un miracle grec dont le motif premier était, pour Renan, d'ordre esthétique. Dans son Pourquoi la Grèce? Jacqueline de Romilly expose ainsi les motifs du « surgissement extraordinaire » qui aura été celui du V^e siècle athénien : « Le V^e siècle athénien a inventé la démocratie et la réflexion politique... Il a créé la tragédie... Il a donné forme à la comédie... Il a vu l'invention de l'histoire... Il a vu les constructions de l'Acropole et les statues de Phidias... Il a été le siècle de Socrate et du jeune Platon... et de la médecine d'Hippocrate... »

Un premier « miracle » est bien là qui est celui d'une pareille contemporanéité d'inventions majeures dans les champs de la politique, du théâtre, de la philosophie, des sciences, de l'art. Le second « miracle » est que ce passé là se soit établi en un présent pérenne, de telle sorte qu'après vingt-cinq siècles puisse s'y lire notre présent.

Si notre présent peut se dire « démocratique » c'est bien, en effet, à la matrice grecque qu'il le doit. C'est bien là qu'advient la possibilité pour des humains de se penser « semblables » (homoioi), « égaux » (isoi), ayant même droit à la parole (iségoria), jouissant des mêmes droits (isonomia). C'est bien là que la possibilité de n'être esclave que de la loi est formulée et instituée. C'est bien à ce présent pérenne de l'invention politique grecque que nous devons l'article 1 de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » Si notre présent est bien celui de « miraculés », inscrits que nous sommes

dans ce haut lignage de l'inventivité et de la créativité du V^e siècle athénien, il n'est pas interdit d'interroger les conditions et moyens du miracle.

Les conditions ressortissent, à l'évidence, à la visée d'insoumission aux personnes et de soumission à la règle communément débattue et établie. Les Grecs ne sont pas libres en tout, fait dire Hérodote à un ancien roi de Sparte s'adressant à Xerxès : « *Ils ont un maître, la loi, qu'ils redoutent bien plus que tes sujets ne te craignent...* ». Nous sommes bien les héritiers de ce consentement à n'être serfs que de la loi. Si « servitude volontaire » il y a, elle est inverse de celle que théoriserait La Boétie, et nous pouvons nous honorer, sans difficulté, de l'usage de pareil oxymore.

C'est aux moyens du miracle politique qu'il convient de prêter attention à présent, pour autant qu'ils obligent à une pensée forte du paradoxe, en premier lieu ; qu'ils permettent de revenir sur les conditions du « surgissement extraordinaire » où percolent politique, théâtre et philosophie. Le paradoxe est celui d'une égalité inégale, puisque ne peut pas ne pas être excipée la relation d'une semblance à une dissemblance, d'une égalité de droit à une inégalité de fait. Il n'en va pas seulement du statut des femmes, des métèques, des esclaves, au regard des conditions de participation au cercle de l'assemblée des égaux. Il en va du cercle des égaux lui-même, où coexistent les fortunés et les pauvres, les experts et les inaptes dans le maniement de la parole publique ; il en va tout simplement de la condition d'âge à respecter pour accéder au petit nombre des membres du Conseil ou du haut tribunal qu'était l'Héliée.

Faire comme si

En d'autres termes, la « symbolisation » des égaux, soit, dans le sens premier du terme, l'assemblage des égaux, opère par escamotage, dénégation ou mise en oubli des écarts et distinctions de la condition de ses membres. Aux Grecs il est revenu de théoriser la polarité de l'égalité arithmétique et de l'égalité géométrique ; aux Modernes il est revenu de mettre en tension le couple de l'égalité formelle et de l'égalité réelle. Mais ni les uns ni les autres n'ont pu se soustraire à cette condition du procès d'égalisation qu'est l'usage du signe égal, mieux, du « faire comme si » du signe égal. Les égaux sont pensables comme des êtres de « fiction ». Encore faut-il redonner à fiction le sens premier qui est le sien, soit « façonnage », « fabrication ». Le façonnage de la cité, au sens grec et athénien, qui est toujours le nôtre, a pour condition de possibilité, non l'égalité mais l'égalisation ; l'égalisation ne peut s'accomplir sans le truchement de l'opérateur du « comme si ». C'est sous effet du « comme si » que la voix d'un inexpert de 18 ans vaudra celle du président français du conseil constitutionnel ; c'est

sous effet du comme si que, lors d'une assemblée générale de l'ONU, la voix d'Antigua (70 000 hbts), vaudra celle de l'Inde (1 210 193 000 hbts). À la maxime, une personne, une voix a répondu la maxime un pays, une voix. Il ne faut cesser de nous en étonner !

Si l'on entend ainsi l'opérativité fictionnelle il est alors possible de faire retour à la problématique du « surgissement extraordinaire ». Surgissement extraordinaire qui est celui du façonnage d'un « cosmos », soit d'un ordre proprement humain. L'ordre, ou plutôt le procès incessant de mise en ordre, aura appelé le jeu des conventions de la langue (la rhétorique), le jeu de la figuration théâtrale (tragédie ou comédie) ou plastique (sculpture et architecture), le jeu de la mise en équivalence des personnes (démocratie). Reste à étayer une pensée du « jeu » qui donne accès à une anthropologie enrichie. Il n'en va pas du jeu entendu comme « activité divertissante » ou « activité intéressée faisant appel à l'adresse ou au hasard » mais du jeu entendu comme « manière de se conduire ». Précisons : la manière de se conduire que l'on réfléchit ici ne relève pas de l'ordre du choix, elle relève de conditions de possibilité précédant toute expérience. Le jeu, ainsi compris, ressortit à l'ordre du donné : il ne m'est possible de jouer de ma langue que pour autant que je sois tombé, selon l'heureuse formule de Jacques Lacan, dans le hamac du langage. La compétence langagière précède l'infinie variété de ses actualisations. Et si le jeu peut également être défini comme « l'aisance dans le fonctionnement », comme une « facilité de mouvement », alors il faut entendre qu'il en va du fonctionnement même de l'humain, du mouvement même de l'humain. Fonctionnement et mouvement de l'humain répondent à des formes ou procédures toujours-déjà données.

Ce n'est donc pas vers l'Homo ludens de Huizinga que l'on se portera pour accéder à une pensée du jeu rhétorique, du jeu dramaturgique ou du jeu politique. S'il faut chercher un recours pour conceptualiser ce façonnage-là de l'humain, on le cherchera du côté de deux philosophes inscrits dans la veine kantienne : Hans Vaihinger (1852-1933), le philosophe explicite du Comme si, Ernst Cassirer (1874-1945), le philosophe des Formes symboliques.



LES UTOPIES, RESSOURCES DE NOUVEAUX IMAGINAIRES

PAR ANDRÉ MICOUD

Non, les utopistes ne sont pas les doux rêveurs que se plaisent à railler les nantis installés dans leur confortable confort ! Ils sont simplement ceux qui ont décidé qu'il ne fallait plus supporter ce qui était devenu insupportable. C'est d'ailleurs Karl Marx qui a utilisé le premier ce qualificatif pour déprécier la pensée des premiers socialistes (Saint-Simon, Fourier, Cabet, Owen...) auquel il opposait son socialisme « scientifique » ! Et aujourd'hui encore, ce sont toujours les experts ès sciences économiques qui sont prompts à disqualifier ceux qui ont le tort de ne pas les croire sur parole. Paul Ricoeur a publié une analyse décisive sur les rapports réciproques qu'entretiennent la pensée utopique et celle qu'il appelle de l'idéologie, mais que pour mieux me faire comprendre je préfère appeler celle de « l'establishment » : qui dit que ce qui est ne peut pas être autre que ce qui est. Dans cet ouvrage paru en 1997 mais qui reprenait des conférences prononcées en 1975 à Chicago, l'auteur, à la suite de K. Mannheim, en faisant fonctionner l'idéologie et l'utopie comme un véritable couple d'opposés complémentaires, reconsidère de fond en comble les significations, toujours péjoratives, attribuées ordinairement à ces deux notions : l'idéologie comme pensée sclérosée assurant la domination, et l'utopie comme chimère qui tente maladroitement d'y échapper.

Ainsi reconsidérée par P. Ricoeur, l'idéologie devient-elle d'abord l'instauration d'un imaginaire symbolique sans lequel aucun groupe humain ne peut exister comme tel. En gros ce qui constitue la trame de fond à partir de laquelle une société peut se penser elle-même (peut s'imaginer être ce qu'elle est). En font partie par exemple les systèmes de parenté, mais aussi le « au nom de quoi » peuvent agir les autorités, ce qui justifie les inégalités, ce qui est sain et ce qui est insensé... etc., soit un ensemble de préceptes et de concepts hérités du passé mais sans cesse réactualisés. Idéologie que Claude Lefort définissait en ces termes

« discours second qui suit les lignes du discours instituant, lequel ne se connaît pas comme tel, et, sous son effet, tente de simuler un savoir sur le réel comme tel ». Ce qui veut dire que, face à cet absolu théoriquement indépassable – où pourrait-on se situer pour le penser (quand on est tombé dedans quand on était petit) ? – l'utopie comme « pôle contestataire tendu vers un idéal rêvé » est cela seul qui peut permettre de « contrebalancer les effets démobilisateurs de l'idéologie ». Idéologie qui, à l'inverse, « arrime le sujet politique à la réalité en l'empêchant de céder aux délires utopiques » (*ibid.*).

Examinant successivement les pensées de K. Marx et de K. Mannheim (l'idéologie comme distorsion du réel), celles de M. Weber (l'idéologie comme discours de légitimation), et de J. Habermas (l'idéologie comme blocage de la communication inter-humaine), Paul Ricoeur fait plutôt crédit à l'approche de C. Greetz pour qui l'idéologie est avant tout un discours d'intégration. « *Ce qu'un groupe redoute au premier chef*, note Ricoeur, *c'est de n'être plus capable de s'identifier en raison de crises et des confusions qui engendrent la tension ; la tâche (de l'idéologie) est de faire face aux tensions* » (p. 344). Fonction d'intégration qui réunit en fait la fonction de légitimation pour le maintien de l'ordre social et l'évitement des conflits, et la fonction de distorsion du réel qui masque la réalité de la domination afin d'empêcher toute révolte.

Face à cette approche de l'idéologie, P. Ricoeur s'intéresse aux deux socialismes réels (et qualifiés d') utopiques de Saint-Simon et Fourier pour en déduire qu'avec l'utopie, comme avec l'idéologie, c'est toujours la question du pouvoir et de l'autorité qui est en jeu. « *L'expérience est celle de la contingence de l'ordre... À une époque où tout est bloqué par des systèmes qui ont échoué mais qui ne peuvent être vaincus – telle est l'appréciation pessimiste que je porte sur notre temps – l'utopie est notre ressource. Elle peut être une échappatoire, mais elle est aussi l'arme de la critique* » (p. 394). Telle est la leçon de ce livre qui invite à penser l'idéologie et l'utopie ensemble comme les deux moments indispensables d'une respiration politique.

Les utopistes sont les prophètes du monde qui vient

Je suis enclin à penser toutefois que, au demeurant fort intéressante, cette conclusion reste en retrait de ce que pourrait permettre d'apporter une observation sociologique fine des « utopies » concrètes, tant celles d'hier que celles d'aujourd'hui. En fait, plutôt que sociologique, l'observation à faire devrait être davantage sémiotico-sémantique, qui s'attacherait à regarder de très près ce que disent ces « utopistes » qui, comme je pense l'avoir montré avec les hippies et néo-ruraux de l'après 68, énoncent en fait déjà de quoi demain sera fait. Selon cette hypothèse, les ainsi-

nommés « utopistes » sont les prophètes (étymologiquement qui « portent la parole en avant », en avance...) du monde qui vient. Je pense en effet que le monde annoncé par les utopistes, qui ne sera sans doute pas celui qu'ils espèrent, peut toutefois se lire dans le faisceau que forment les manières (*modus locandi*) qu'ils ont de le dire.

Les utopies en effet, comme les idéologies sont faites de discours, c'est-à-dire de mots, de phrases, d'expressions, de locutions... par lesquels, quoi qu'on en veuille, l'imaginaire ne peut pas ne pas passer. C'est à la lecture de Michel de Certeau et notamment de son ouvrage sur la mystique que j'ai été convaincu de la pertinence de cette hypothèse selon laquelle, c'est du sein même de l'ordre établi que, lorsqu'il entre en crise, se lèvent ceux qui, ne pouvant plus y croire et/ou ne pouvant plus le supporter, vont inventer le vocabulaire pour y survivre, nouveau vocabulaire dans lequel se tiennent les linéaments du nouvel ordre symbolique encore invisible. Ce qui veut dire que toute critique de l'idéologie est déjà idéologique en puissance puisque contribuant à forger les expressions qui vont peu à peu se substituer à celles qu'il s'agit d'abattre, et qui vont à nouveau, rendre possible cette nouvelle fonction d'intégration. Ainsi des francs-maçons qui pour en finir avec la hiérarchie monarchique ont paradoxalement inventé une autre hiérarchie citoyenne pour faire triompher l'idée d'égalité ; ainsi des religieux qui dégoûtés des guerres de religions décidèrent de ne plus se fier aux prêtres ou pasteurs interprètes seuls autorisés jusqu'alors, pour ne plus se référer qu'au fort interne de leur âme et conscience préparant ainsi l'avènement d'une société laïque d'électeurs anonymes ; ainsi également des socialistes utopiques premiers témoins d'une « révolution industrielle » encore innommée et à qui nous devons une grande partie du vocabulaire qui régit encore notre monde économique fait « d'entrepreneurs » et de « force de travail ».

Et ainsi, peut-être, des ci-devant hippies et autres néoruraux à qui nous devons la critique du métro-boulot-dodo au profit de la recherche d'un mode de vie hors travail épanouissant ; (« changez la vie » proclamait alors un parti politique encore porteur d'espoirs). Utopistes aux yeux de tous ceux qui parlaient encore en termes de « luttes sociales », ils essayèrent pratiquement de changer leur vie en allant créer des communautés alternatives (du latin *alter*, autre) frugales et auto-suffisantes dans des campagnes dont ils ne connaissaient pas grand-chose. Sauf que c'est à eux que nous devons en passant la transformation des « ploucs » d'hier en paysans porteurs de valeurs d'authenticité. Ils furent surtout, ne l'oublions pas, les premiers à transformer le sens du mot écologie, « science du rapport des êtres vivants entre eux et avec leur milieu » (utilisé par des écologues qui ne s'intéressaient qu'au vivant non-humain) pour

en faire l'étendard d'une prise de conscience planétaire nouvelle, pour faire de la biodiversité le patrimoine de l'humanité. Au nom de la vie précisément. On dit aujourd'hui, dans un de ces oxymores dont les périodes de crise sont riches, au nom du « développement durable », signifiant assez que le Progrès et/ou la Croissance sont devenus des billevesées. Utopistes aussi, sont ceux qui ont inventé les Organisations Non Gouvernementales (toujours soit humanitaires soit écologistes) c'est-à-dire, littéralement parlant, organisations pensées pour essayer de changer un monde que les gouvernements des états semblaient bien plus enclins à faire durer qu'à transformer.

Nous manque encore l'ordre symbolique, la mise en forme des mots

Aujourd'hui les utopistes s'appellent peut-être des « indignés » ou, s'ils sont économistes (les pauvres !) des « atterrés ». Ce qui signale à quel point l'idéologie régnante est en déliquescence. Ils sont peut-être aussi tous ceux qui ont fini de croire qu'il y avait encore quelque chose à attendre des institutions et qui s'ingénient, dans leurs coins ou plutôt dans leurs réseaux, à faire ce qui peut concrètement changer quelque chose autour d'eux. Les exemples sont légion, en campagne autant qu'à la ville, qui parlent de partage, d'économie collaborative et/ou circulaire, de transition écologique et/ou démocratique, d'écologie humaine et de défense des patrimoines, de droits de l'homme et de la dignité...

Mais manque encore, nous manque cruellement, l'ordre symbolique (idéologique au sens de P. Ricœur), c'est-à-dire la mise en forme des mots et/ou des concepts, qui les ferait tenir tous ensemble pour nous intégrer à nouveau dans le dispositif d'une croyance heureuse.

À partir du faisceau que forment les mots nouveaux apparus sur la scène publique depuis une quarantaine d'années, je suis enclin à penser que, situé au cœur de la tension formée par le couple d'opposés que sont l'unité du vivant, du côté du génie biologique, et la biodiversité du côté de l'écologie, l'ordre symbolique qui vient est celui qui nous intégrera, autour d'une éthique de la gestion du vivant, humain et non-humain. Soit, autrement dit, de tous nos patrimoines. Une remarque pour finir sur ce mot de « transition ». Comme il en va de l'expression « développement durable », le mot de « transition » me semble laisser entendre que de l'autre serait en train d'advenir, mais qui pourrait arriver « comme en douceur ». Qui oublie donc l'inattendu radical qui advient lors des transitions de phase dans la physique des corps ; qui pourrait reconnaître l'eau liquide quand elle devient glace ou vapeur ?



JOUER AVEC LES MOTS POUR MIEUX DIRE LA DÉMOCRATIE

Le 23 mai 2015 plusieurs des contributeurs⁸ de cette revue se sont réunis pour échanger sur leur représentation de la démocratie. Réfléchir à plusieurs sur la démocratie quand les expériences et les points de vue sont aussi différents, n'est pas simple ! Une représentation commune n'a bien sûr pas émergé de ces quelques heures passées ensemble. Nous avons simplement éclairé notre vision par la vision de l'autre moins en mettant à jour des désaccords que des écarts. Ces écarts sont pour moi féconds, car comme la vision binoculaire, ils aident à donner de la profondeur, de l'épaisseur à des mots qui, tellement utilisés, se sont en quelque sorte desséchés, aplatis. J'ai retenu huit écarts. Chacun pourrait faire l'objet d'un développement plus étayé, ils ne sont livrés ici que pour susciter la réflexion du lecteur. (HCD)

Mot – Discours

Inlassablement, on cherche à définir, à trouver le mot juste, le symbole qui va parler à tous. La démocratie s'est imposée comme régime politique au travers de quelques mots « simples » (vote, élection, peuple, etc.). Aujourd'hui on peine à avoir des mots/notions qui fédèrent le plus grand nombre. « Tirage au sort » commence à intéresser, on l'a encore vu ce jour-là. Pour autant, Olivier Jouvray a sans doute raison quand il dit : « *je milite pour la bande dessinée contre l'image unique comme je milite pour le discours contre le mot seul* ». L'imaginaire se nourrit de récits plus que de concepts. Même les mots prennent du relief quand on réfléchit à leur usage dans l'épaisseur du temps grâce à l'étymologie, comme y invite notamment Philippe Dujardin.

Démocratie – Démocratiser

Nous étions largement d'accord pour déplorer « l'adjectivation » de la démocratie qui, par manque de substance, est sans cesse qualifiée par un adjectif, jusqu'à l'absurde avec « démocratie participative »... car on ne voit pas bien ce que serait une démocratie non-participative ! Donc plutôt le substantif que l'adjectif. Mais y a-t-il une « essence » démocratique qui s'impose à tous à travers un substantif réellement substantiel ? Ne vaut-il pas mieux s'intéresser au verbe « démocratiser » ? la démocratie serait alors un processus sans cesse à relancer visant à « démocratiser » la société tout entière et pas seulement les institutions politiques.

Continuité – Discontinuité

La démocratie fonctionne aujourd'hui de manière intermittente, avec le rythme électoral du système représentatif. De plus en plus nombreux sont ceux qui en appellent à une démocratie continue (y compris un constitutionnaliste comme Dominique Rousseau cf. *Radicaliser la démocratie* pour que nous continuions à « avoir notre mot à dire » entre deux élections. Dans le même temps dans nos expériences de vie, nous voyons bien que ce sont les ruptures, les accidents, qui nous amènent à engager le dialogue comme le disait Pascale Puechavy. À l'échelle individuelle, la démocratie est donc plutôt discontinue ! Intéressant de voir comment faire vivre une démocratie continue avec des pratiques discontinues !

Transition – Irruption

Pour être en transition démocratique, il faudrait déjà « être en démocratie » ! Notre régime est plus représentatif que démocratique. Parlons plutôt d'« irruption » ou de « subversion ». Le champ culturel dont parle Audrey Pascaud pousse assez naturellement à l'« arrachement », autre mot qui donne à voir la rupture plus que la continuité. Les ins-

8 Ont participé à cette rencontre Colette Desbois,

titions pour Olivier Frérot ne peuvent pas se réformer, donc la transition lui semble inappropriée. Beaucoup déjà construisent « à côté ». On peut néanmoins parler de transition si on prend le terme comme le fait Simondon, avec la notion de transition de phase. « Rupture et continuité » comme disait le politologue René Rémond.

Parole – Palabre

La démocratie est d'abord de la parole échangée. Audrey Pascaud a évoqué la violence potentielle de la parole spontanée. André Micoud a rappelé la nécessité démocratique d'apprendre à faire avec la controverse. Avec une règle inouïe, l'iségoria, l'égalité de la parole de chacun, en « faisant comme si » les différences pouvaient s'oublier. Cette vision grecque de la démocratie ne va pas de soi, insiste Philippe Dujardin. Elle heurte d'autres visions de l'homme où la parole de chacun n'a pas la même valeur. Dans beaucoup de civilisations on doit respecter avant tout la parole de l'ancien (un vieil homme assis voit plus loin qu'un jeune debout). « Démocratiser », n'est-ce pas multiplier les régimes de parole plutôt que d'en retenir un seul ? La « palabre » et l'harmonie par l'usure de la parole de chacun au contact de la parole de tous, à la manière des galets roulés par la rivière ; la « sociocratie » et ses cercles de parole avec l'apprentissage du consensus et de la parole responsable (pas d'objection sans proposition d'alternative)...

Pouvoir – Puissance

Le pouvoir est trop souvent un jeu à somme nulle (ou tu l'as, ou tu ne l'as pas), ne doit-on pas préférer la notion de puissance, moins exclusive ? On a tous éprouvé cette impression de puissance qui naît à certains moments dans un collectif. Ne pas tomber cependant dans la mièvrerie ou l'illusion de ceux qui se désintéressent de la question du pouvoir. Mais ne pas non plus se perdre dans un combat contre les pouvoirs, qui amène à penser selon les mêmes catégories. Il y a des appétences à l'agir collectif, partout et depuis toujours. Comment donner de la puissance à tous ces petits gestes ? Yves Citton donne des pistes avec sa « politique des gestes ».

Engagement – Bénévolance – Contribution

La notion d'engagement remplace progressivement celle de militance. Mais « engagement » fait encore partie du vocabulaire militaire... ou de celui de l'obstétrique ! Un passage d'un monde à l'autre... avec l'idée qu'il n'y a pas de retour possible. Sortir de la logique sacrificielle pousse certains à préférer la notion anglo-saxonne d'activisme. Pourquoi ne pas préférer « bénévolance » ? Mais il y a aussi des « bénévoles », selon l'expression de Patrick Viveret, qui peuvent faire payer très cher sur le plan relationnel l'aide qu'ils sont censés apporter. Le terme de « contribution »

est intéressant. La contribution évoque un apport volontaire. Elle est ponctuelle mais reconnue. Elle compte, elle est comptée. On n'est pas dans le moralisme mais dans la responsabilité.

Commun – Sacré

Le commun est pensé comme l'entre-deux du politique, ni le « privé » de l'intérêt individuel, ni le « public » de l'intérêt général. Indéfinissable, surtout dans la culture française. Il est pris dans la vie ordinaire (cf. le four banal du Moyen-Âge) et en même temps conduit à un dépassement de son intérêt propre. Le mot a d'ailleurs aussi le sens de banal, ordinaire.

Le « sacré » sort de ce quotidien, il sépare au sens étymologique du terme. Philippe Mouillon parlait de ce besoin de suspension du temps ordinaire. Pour lui, « grimper un sommet » ou « aller à la messe » étaient deux formes d'une même recherche de « sacré ». Mais le « sacré », c'est aussi une forme de commun, de communion. Ce n'est pas une question purement privée comme les laïcistes tentent de le faire croire.

Comme il y a du commun dans le sacré, il y a du sacré dans le commun (cette impression d'être plus que les membres du groupe quand un groupe fonctionne). Et si c'était une ressource indispensable à la démocratie que cette respiration entre sacré et commun ? Une piste pour repenser le rapport des religions (et au-delà de toutes les « ressources culturelles ») et de la démocratie ?

ENTRE INDIVIDU ET INSTITUTION, UN « COMMUN » À PENSER ?

Jacques Ion et Olivier Frérot interrogent l'individu et sa relation aux institutions. Avec ces « relations horizontales entre personnes », apparaît un « commun » que l'on peine à nommer. Pourtant il le faut car les notions-clés de notre imaginaire démocratique sont remises en cause. Provocateur Jacques Ion dit « l'intérêt général n'existe pas ! », Jean-Pierre Worms défend (de longue date !) l'approche pragmatique de la construction du « bien commun » face aux incertitudes. Olivier Frérot enfonce le clou : les institutions devront changer de nature... ou dépérir. Ce « commun » où le chercher ? Toutes les institutions sont concernées, pas seulement dans le champ politique. Le monde économique, le monde culturel et spirituel sont également concernés par cette modification du « contrat » qui unissait l'individu aux institutions depuis les débuts de la démocratie de délégation.



INDIVIDUATION

PAR JACQUES ION

Il faut arrêter de confondre individualisme et égoïsme. Le processus d'individuation, qui fait que les individus sont de moins en moins définis par leurs appartenances et leur place dans des collectifs (familles, religions, métiers, territoires, etc.) est continu depuis plus de deux siècles. Ce processus s'est accentué lors des dernières décennies avec la reconnaissance de nouveaux droits (droits des femmes, droits des enfants, droit des usagers, etc.) et avec l'accroissement des mobilités tant géographiques que professionnelles ; de telle sorte que la définition sociale de l'individu s'en trouve modifiée. Avec François de Singly, on peut résumer cette profonde évolution en disant que l'individu singulier ou concret supplante peu à peu l'individu anonyme ou abstrait. L'individu contemporain est ainsi contraint de s'auto-définir pour faire reconnaître sa place dans le monde social, ce qui ne va évidemment pas de soi, notamment pour les plus démunis constamment sommés de dire qui ils sont et alors tentés par un repli sur les appartenances. Mais pourquoi donc aujourd'hui se méfier de cette émancipation alors même qu'elle était au centre de l'idéal républicain comme elle demeure le maître-mot de l'Éducation populaire.

Dans le film « Lulu femme nue » de Solveig Anspach, Lulu est une femme nue au sens où suite à l'échec d'un entretien d'embauche loin de son foyer, elle se voit dépouillée de ses statuts d'épouse, de mère de famille, de salariée. Elle n'est plus rien et dans sa quête de renaissance, elle réussit à se retrouver à travers la rencontre avec trois personnes (un ex-taulard, une serveuse de bar, une vieille dame). Ce sont ces nouveaux liens qui lui permettent de reconquérir une place dans le monde.

Autonomes et pourtant solidaires

Le processus d'individuation a deux conséquences principales. D'abord, que nous ne sommes plus liés les uns les autres tout à fait de la même façon. Dit rapidement, les relations horizontales prennent le pas sur les relations verticales, souvent hiérarchiques ; les relations consenties sur celles imposées. Ainsi, la culture des enfants n'est plus massivement celle des pères mais aussi celle de leurs pairs. L'autonomie accrue ne signifie donc pas repli sur soi mais implique au contraire, pour exister socialement, de nouer d'autres liens avec les autres individus. La vie associative s'en trouve par exemple modifiée : souvent hier lieu de l'entre-soi, rassemblement durable de semblables, elle devient le point de rencontre, souvent transitoire, de trajectoires diverses réunies le temps d'une cause commune.

D'où la deuxième conséquence : notre rapport aux collectifs institués se transforme. Les institutions sont de moins en moins perçues comme des réalités indiscutables et intangibles. Leur fonctionnement appelle regard critique. Les adhérents associatifs, issus de mondes différents, apprennent à discuter, contester, élaborer par-delà leurs diversités. Et s'avèrent alors de moins en moins disposés à déléguer. La démocratie représentative est questionnée. Liée à l'irruption de relations horizontales d'égal niveau, c'est le mode d'organisation et de décision qui se trouve interrogé, qu'il s'agisse de la vie associative ou du fonctionnement des institutions politiques. Plus généralement est ainsi en train de changer le rapport au politique.



QUELLES NOUVELLES ARTICULATIONS ENTRE L'INDIVIDUEL ET LE COLLECTIF ?

PAR OLIVIER FREROT

Le fait fondamental de l'existence humaine n'est ni l'individu comme tel, ni le tous-ensemble comme tel. Considérés ensemble, l'un et l'autre ne sont que de puissantes abstractions (Martin Buber). Le fait fondamental est dans l'Entre-deux, le lieu de l'homme-avec-l'homme, de l'un-avec-l'autre, là où l'authentique Tiers prend son départ, entre l'ego et l'alter-ego, entre soi et l'autre-que-soi, entre similitude et dissymétrie, entre continuité et discontinuité, entre subjectif et objectif, entre anthropologie et sociologie, entre immanence et transcendance, entre ontologie et phénoménologie, entre un et deux... C'est-à-dire entre les visibles, là où se tient l'invisible, le vide en attente de toute création.

L'anthropologie démocratique ne nous a pas encore donné les clés claires d'une foi en un nouveau collectif. L'individualisation a déconstruit l'ancien collectif des Etats-nations, mais quelle figure collective va-t-elle ou ne va-t-elle pas reconstruire ? Quelles seraient les caractéristiques d'un bon gouvernement en ces temps nouveaux ?

Il est intéressant de regarder la tradition confucéenne qui indique qu'une bonne politique est dans sa discrétion même, qu'elle donne d'autant moins à voir, et donc à louer, qu'elle est plus efficace (François Jullien). Une bonne politique se situe alors plutôt en arrière qu'en avant du mouvement de la société, l'accompagnant plus que le dirigeant. Cette articulation de l'individuel et du collectif, du singulier au pluriel est aujourd'hui notre grande affaire, le singulier pluriel (Jean-Luc Nancy), coïncés que nous sommes entre totalité moderne et émiettement postmoderne (Philippe Corcuff).

Oui, nous sommes en panne pour penser le monde commun, le *koinos kosmos* des Grecs, afin que nous fassions société. Nous sommes à la recherche d'une nouvelle philo-

sophie politique où les je, les tu, et les nous s'y réjouiraient. Ne devons-nous pas, non plus séquencer d'abord l'individuel puis après le collectif, mais penser les deux ensemble, jouant ensemble, emmêlés, en allers-retours continuels? Une réflexion sur les communs, en anglais commons, s'est activée depuis quelque temps. Le processus des communs est un processus réflexif qui fait qu'un individu qui s'engage dans la communauté contribue à transformer le monde, mais se transforme lui-même en même temps (Silke Helfrich). Les philosophies politiques dont nous avons besoin doivent donc travailler d'abord la notion d'altérité radicale, absolument non objectivable, et à partir d'elle bâtir une pensée de ce qui peut faire communauté entre nous, et comment le faire.

Inventer de nouveaux mots pour désigner un collectif d'humains

Nous avons besoin d'inventer de nouveaux mots et expressions, qui disent une vision holiste et non pas celle d'un humain séparé et isolé. Nous avons de même un manque pour désigner un collectif d'humains qui tienne à la fois chaque singularité et tout le potentiel relationnel du collectif, à la fois entre ses membres et avec tout son environnement. Les notions de société civile et de gouvernance veulent dire que des nouveaux rapports ont émergé sur la scène publique, mais ces mots ne disent guère plus que cela. Quant au sociologue André Micoud, il propose de remplacer privé, public par propre et commun.

Le jour où les deux termes : unité et diversité, universel et particulier, local et global cesseront de paraître contradictoires, l'humanité aura progressé d'un pas (Joseph Yacoub). Le nous est création. Le monde commun n'existe pas en soi. Pour la poursuite de ce collectif en attente et en devenir, de ce Tiers encore inconnu, inventerons-nous donc de nouvelles pensées, un nouveau langage, une vaste ubiquité? Poursuivons-nous ce Grand Récit tout neuf, cette littérature épique nouvelle (Édouard Glissant), où science, poésie, art et philosophie, ne seraient pas en opposition frontale, où se mailleraient certitudes et doutes, dépassant et entremêlant les rationalités contradictoires, accueillant les diverses spiritualités, mélangeant les différentes langues, travaillant les instabilités, les traces, les chevauchements et les métisages?



L'INTÉRÊT GÉNÉRAL N'EXISTE PAS !

PAR JACQUES ION

En ces temps de crise sociale où les discours fleurissent sur le « vivre ensemble », le « lien social », sur l'appel à la citoyenneté, il devient urgent de rappeler deux points.

Un, toute société est faite de contradictions : le monde social est toujours un monde de tensions, toujours traversé par des conflits, un monde en mouvement et il est donc impossible d'imaginer un principe supérieur, extérieur au social, qui serait à la fois permanent et à l'écart de ces oppositions. Il est donc capital de rappeler que beaucoup plus que l'élection, c'est la possibilité que ces oppositions se manifestent publiquement qui caractérise la démocratie. C'est précisément le débat, la discussion, la pluralité des expressions qui sont essentiels à la démocratie.

Deux, et par voie de conséquence : l'« intérêt général », si souvent évoqué, n'existe pas. Une telle notion ne peut être enfermée dans une définition simple. Elle est toujours relative, variable dans l'Histoire, mais également liée à la période temporelle (considère-t-on le court terme ou le long terme?), comme à l'espace de référence envisagé : implicitement, quand on parle aujourd'hui d'intérêt général, c'est pour considérer l'intérêt général de notre pays. Pour autant cette référence a considérablement perdu de sa pertinence quand se multiplient les échelles des pouvoirs politiques. Le patriotisme par exemple pouvait hier être considéré comme valeur cardinale dans une société clairement définie par ses frontières et assimilée à l'État-nation.

Des intérêts généraux

Mais ne faut-il pas aujourd'hui envisager d'autres échelles de référence, et alors admettre que l'intérêt général n'est plus forcément national, n'est pas UN, mais peut se diffracter en intérêt général pour le local, le régional, le national, l'europpéen, le mondial : ce sont alors des intérêts généraux très divers qui se trouvent mis en concurrence. L'intérêt général de la planète est de préserver la couche d'ozone, qui s'oppose aux intérêts nationaux de maîtrise de l'énergie, qui s'oppose à la région productrice de charbon, qui, etc. (Il faut d'ailleurs noter que bien des mobilisations parmi les

plus récentes – celles des Indignés ou celles des zadistes – ne réclament pas plus d'élections, qu'elles ne s'adressent à l'État).

L'intérêt général n'existe pas ! Pour autant est-on condamné à la seule expression des intérêts particuliers ?

Certes, les individus contemporains cherchent à travers leurs activités non imposées, par exemple dans des associations, épanouissement et récréation. Mais pour autant, ils ne négligent pas les causes altruistes : à côté du sport, les secteurs où ils s'investissent le plus sont ceux du social, de l'environnement et de l'humanitaire. Et les causes dites catégorielles sont souvent l'occasion (comme l'était d'ailleurs parfois le syndicalisme) d'une part d'une relation renouvelée à autrui, au monde environnant, d'autre part de l'apprentissage de nouvelles valeurs. L'étude des Nimby est ainsi assez révélatrice qui montre que des groupements fondés au départ sur la défense d'intérêts particuliers peuvent entraîner leurs participants bien au-delà des problèmes locaux et s'avérer source de « politisation ».

Le NIMBY, outil d'apprentissage de la discussion

On appelle NIMBY (« not in my back yard » que l'on peut traduire par « pas près de chez moi ») toutes ces associations qui peuvent fleurir à l'occasion d'un projet d'équipement : voie ferrée, aéroport, autoroute, ligne à haute tension, construction d'un foyer pour handicapés, usine d'incinération, etc. Elles sont souvent présentées comme le comble de l'expression d'intérêts strictement privés venant contrarier l'intérêt général. Les enquêtes montrent tout le contraire. Ces groupements doivent d'abord agglomérer des individus qui pour être voisins peuvent pourtant être de milieu, de sensibilité politique, d'âge très différents et qui doivent s'accorder sur un langage commun. Ils font collectivement l'apprentissage des circuits de la décision politique, apprennent le rôle des instances administratives, celui des différents échelons d'élus, étudient les attendus des projets qu'ils contestent, s'interrogent sur le pourquoi de ces projets, etc. Bref, ils font non seulement l'apprentissage de la discussion, mais sont conduits à s'interroger sur les choix politiques au sens large du terme, confronter des visions de l'avenir commun... même le pire nimby qui soit, celui par exemple qui s'organise contre l'implantation d'un foyer de handicapés ou d'un camp de roms. Que des expressions adverses se fassent entendre vaut peut-être mieux qu'un silence masquant des oppositions souterraines individuelles. Rien ne dit d'ailleurs que d'autres expressions ne puissent se manifester, contrarier les arguments des premiers, instaurer ainsi une discussion démocratique. Et cette expérience, échec ou réussite, ne laisse évidemment pas les protagonistes comme avant. Comme le montre excel-

lemment le film documentaire de Christian Rouaud « Tous au Larzac », toute expérience militante, même ténue (que l'on songe aujourd'hui aux parents confrontés à l'exclusion d'élèves via le réseau ESF) ne laisse pas celle ou celui qui s'y engagé indemne une fois qu'il en sort.

Rien n'est écrit et l'affichage initial des valeurs n'est finalement que peu de choses comparées à l'expérience engrangée et à l'apprentissage à jamais acquis du débat.

Il importe alors de repenser par les termes de la socialisation politique. Dit rapidement, elle se construisait hier à travers la transmission familiale et les réseaux militants d'appartenance. Elle tend davantage aujourd'hui à passer par les épreuves de parcours personnels et l'expérimentation de divers engagements auxquels l'individuation oblige de se confronter.



DES CITOYENS ABSTRAITS AUX « ÉVÉNEMENTS CIVIQUES »

PAR JEAN-PIERRE WORMS

De même que le rationalisme de la philosophie des lumières, comme celui de la philosophie kantienne, inspira la pensée des révolutionnaires et des premiers républicains, le rationalisme positiviste inspira celle des fondateurs de la III^e République et notamment l'idée fondamentale que la « laïcité » de l'État, inscrite dans tous les rouages et fonctionnements institutionnels, était seule susceptible de garantir durablement la liberté et l'égalité des citoyens. Ainsi cette volonté de fonder la démocratie sur les principes universels de la « raison pure » est à l'origine non seulement de l'idée que la représentation par une élite « éclairée » est nécessaire pour compenser l'incompétence civique quasi « naturelle » des citoyens mais également l'idée que les citoyens qui demeurent la source de toute légitimité démocratique, doivent être dépouillés, dans l'exercice de leur citoyenneté, de toute influence liée à leurs situations, expériences ou compétences sociales concrètes susceptibles, tout en

les distinguant les uns des autres, de brouiller et pervertir l'unité, l'intégrité et la pureté de leur commune citoyenneté.

Les citoyens sont ainsi définis comme des êtres abstraits, rigoureusement interchangeable. Un lien nécessaire est établi entre l'universalité de la raison, d'une part, et l'égalité des citoyens, d'autre part, garantie par l'unité et l'indivisibilité de la République et par l'uniformité du statut politique et du traitement administratif des citoyens. L'intervention d'un individu ou d'un groupe concret, unique dans sa spécificité et, de ce fait, non interchangeable est donc nécessairement perçue comme perturbatrice de l'ordre républicain et de la démocratie.

Le souci de se protéger contre la pénétration dans la sphère publique des particularismes contingents de la société, des identités sociales et culturelles et des intérêts privés des personnes physiques qui la composent, marque très profondément toutes nos institutions politiques, tous nos fonctionnements démocratiques. C'est vrai évidemment de l'administration centrale comme du moindre service public local, mais aussi du Parlement comme des autres systèmes de représentation y compris des partis politiques et des collectivités locales.

Tous les éléments du système politico-administratif sont, à cet égard, solidaires, notamment les instances administratives et celles de la représentation. Dans un pays où l'appareil d'État structure autant le système politique, le pouvoir des représentants leur vient en grande partie de leur capacité d'accès à l'État et d'influence sur la décision administrative. Ils participent ainsi de l'ordre « rationnel-légal » incarné par la règle administrative et ils reçoivent en retour l'onction de cette légitimité d'essence supérieure dont elle est investie.

Le concept d'intérêt général jouit de même d'un statut ontologique exceptionnel. Principe unificateur de la société il tire sa puissance et sa légitimité de ce qu'il lui est extérieur, de ce qu'il prend sa source non dans des négociations et arbitrages sociaux contingents mais dans les principes transcendants de la « raison universelle ».

Mais en évacuant de la sphère publique la dimension concrète de chaque être particulier qui en relève – au nom à la fois de la laïcité de l'État et du respect de la vie privée comme de cette notion spécifiquement française de « l'intérêt général » – en réduisant en définitive le citoyen au seul statut d'électeur et d'administré, on a involontairement engendré de graves perversions dans l'exercice de la citoyenneté où s'imbriquent étroitement la demande d'État et la révolte contre l'État, la soumission et l'indisci-

pline, le conformisme et l'individualisme, l'égalitarisme et la recherche de privilèges.

Théoriquement évacués de la sphère publique, les intérêts particuliers et spécificités identitaires de la sphère privée y pénètrent en fait de multiples façons mais subrepticement! Ils sont dès lors d'autant plus aptes à la pervertir qu'ils n'y sont pas reconnus et traités comme tels. Si la Nation française, selon la belle expression de Dominique Schnapper, est une « communauté de citoyens », elle est aussi souvent une « communauté délinquante ».

Progressivement des détournements de la loi et des règlements se sont généralisés et perpétués au point de devenir une norme acceptée par tous alors que, parallèlement, l'incrustation statutaire de certaines inégalités sociales en assurait la reproduction durable.

Les effets pervers, tant culturels qu'institutionnels et sociaux de cette coupure entre représentants et représentés et de cette neutralisation de l'espace public ont été longtemps masqués par la perfection théorique du modèle ; ils sont devenus intolérables ces dernières années au point de menacer la légitimité même des mécanismes démocratiques de la régulation politique.

Ce qui compte désormais c'est la qualité de l'écoute de la société

Il est désormais évident que la rationalité absolue et refermée sur elle-même qui préside à la sélection de nos élites dirigeantes ne peut plus apporter de certitudes. Nous sommes entrés dans une ère d'éclatement de la rationalité en une pluralité de rationalités partielles, limitées, ouvertes sur la prise en compte d'une part incontournable d'incertitudes. Ce qui compte désormais pour la décision publique c'est la qualité de l'écoute de la société, la capacité de reconnaître et d'analyser rapidement les réalités nouvelles et imprévues à prendre en compte et la mise en mouvement de la diversité des acteurs sociaux aptes à réaliser la multiplicité des ajustements de tous ordres qu'elles appellent.

Dans le désenchantement démocratique dont souffre notre société il n'y a pas que repli égoïste sur les valeurs individualistes... Cela existe évidemment mais on observe simultanément d'innombrables signes d'une grande disponibilité de nos concitoyens pour des formes d'engagement civique porteuses de valeurs altruistes exigeantes. La liste est impressionnante de ces mobilisations massives contre l'exclusion, de ces gestes de générosité et de solidarité, de ces luttes pour les droits de l'homme, de ces initiatives citoyennes qui s'attaquent justement à ces grands problèmes que la politique instituée semble ignorer, faute de

savoir les traiter. L'énergie humaine est là, en attente d'un projet collectif mobilisateur et de moyens crédibles de mise en œuvre.

Mais ces citoyens dont les interventions envahissent l'espace public ne sont pas ces citoyens aseptisés, dépouillés de tout caractère distinctif que voudrait la conception française du modèle républicain idéal. Bien au contraire ce qu'ils y apportent d'initiatives, de revendications ou de propositions est le fruit d'expériences vécues, de situations sociales et culturelles concrètes et particulières.

C'est à partir de communautés d'intérêts, de problèmes et d'identités spécifiques que les gens se retrouvent pour faire entendre leur parole, négocier sa prise en compte, construire eux-mêmes certains éléments de réponses à leurs problèmes et créer les conditions de leur présence dans l'espace public commun.

Au-delà de la tentation de repli communautaire s'exprime une demande de participation à la construction d'un espace public commun mais avec tous les attributs d'une identité sociale particulière. Ainsi plutôt que de « mouvements sociaux » les manifestations publiques auxquelles elles donnent lieu mériteraient d'être qualifiées « d'événements civiques » à travers lesquels émane une conception très nouvelle de l'intérêt général, non pas un intérêt général surplombant la société, inscrit dans les tables de la loi et du règlement, mais un processus négocié de coproduction du bien commun et des règles du jeu de son partage entre les éléments différenciés du corps social. Contrairement à l'affirmation selon laquelle le droit à la différence serait la différence des droits, il s'agit en fait d'une demande d'inscrire la reconnaissance des différences comme base de la construction d'un droit commun.

*Extrait de « Crise de légitimité des élites gouvernementales et politiques françaises et conditions d'une refondation de la République »,
Revue du MAUSS, 2005/2 (n° 26)*



VERS DES INSTITUTIONS OUVERTES, PLUS PLASTIQUES ET MOINS PÉRENNES

PAR OLIVIER FREROT

Comment de nouvelles institutions peuvent naître et ne durer qu'un certain temps, dans un monde où l'incertitude en est constitutive et de plus en plus prégnante ? Est-il possible par ailleurs que des institutions existantes puissent se rendre suffisamment plastiques pour épouser cette réalité déstabilisante et contradictoire ? Comment un collectif se met-il en situation de pouvoir en permanence créer du tout neuf, incorporant l'ouverture à l'inédit ?

Les institutions publiques actuelles sont en grande difficulté et sans doute en impossibilité de le faire, empêchées qu'elles sont par leurs fondements détruits, leur désintérêt désormais avéré pour le bien commun, leur assujettissement à la technoscience au détriment de l'humain. Quels processus pouvons-nous mettre en place pour que l'entreprise, l'institution, tout collectif ou toute organisation s'ouvrent à la discussion, à la transformation, et même s'y obligent ?

Une institution est créée pour écarter l'incertitude

Pouvons-nous imaginer une société organisée en rhizomes pleine d'une vitalité qui se répande dans les lignes de fuite du champ social ? Le concept de rhizome proposé par Gilles Deleuze et Félix Guattari ouvre la piste d'une institution rhizomatique : contre les systèmes centrés, mêmes polycentrés, à communication hiérarchique et liaisons préétablies, le rhizome est un système a-centré, non hiérarchique et non signifiant, sans Général, sans mémoire organisatrice ou automate central, uniquement défini par une circulation d'états [...], par toutes sortes de « devenir ».

Tous les pouvoirs étatiques sont à la remorque des sociétés. Mai 68, qui ouvrit un devenir si ouvert, si irruptif, est encore très mal compris parce qu'il voulait remplacer la

marchandise par l'humain, et pas seulement révolutionner les mœurs. L'ancien monde a résisté à tout prix à ce surgissement et, dans son refus, a plongé la société dans la régression où nous sommes. Mai 68 fut précurseur des événements contemporains, et son esprit demeure souterrainement à l'œuvre. L'âme de l'événement s'est évanouie sans laisser de trace apparente (Marcel Gauchet).

Pour être féconde, l'audace, qui prévaut dans de tels moments singuliers de l'histoire collective, doit reposer sur une confiance et une patience que quelque chose de radicalement neuf peut advenir, que l'abandon des croyances sur lesquelles ont été bâties les institutions actuelles va générer de la nouveauté vivable, puis instituable. Pour cela il faut rendre désirable le rejet de la toute-puissance fondée sur son autojustification !

Inventer des institutions vivantes toujours neuves

Pourrons-nous donc inventer des institutions vivantes fondées sur la contingence et non la nécessité, sur la nouveauté toujours neuve, sur la non-puissance ? Et qui nous aideraient à habiter la terre en jardinier [...], à considérer la planète entière comme un vaste jardin [...], afin qu'une humanité enfin apaisée puisse, si elle le veut, vivre dans ce grand enclos qu'est la terre, occupée à soigner la vie (Jorn de Précy).

Alors, le gouvernement sera un lieu de la gestion nécessaire de collectifs et de phénomènes complexes et contradictoires, mais ne sera pas le lieu du pouvoir. Le concept du pouvoir se sera lui-même dilué. Le gouvernement démocratique sera le lieu de l'action et du service pour tous, quels qu'ils soient, un nœud particulier parmi d'autres dans l'immanence de la société où demeurent les antinomies, signes de la vie et sources du mouvement dans un équilibre instable.

Le philosophe politique américain John Dewey a donné des clés, dès le début du XX^e siècle pour penser le fonctionnement continuellement évolutif d'une telle démocratie vivante : la formation des États doit être un processus expérimental [...]. Et comme les conditions d'action, d'enquête et de connaissance sont sans cesse changeantes, l'expérimentation doit toujours être reprise ; l'État doit toujours être redécouvert [...]. Presque aussitôt que sa forme est établie, il a besoin d'être refait. L'État est pensé comme association : l'État est une association destinée à rétablir le développement de l'individualité lorsque ce développement est interrompu par l'impact direct des activités sociales (Joëlle Zask). Les applications de cette pensée en acte, qui refuse une vision de la démocratie qui soit essentialiste et normée par l'extérieur, préférant faire confiance

à l'inventivité des citoyens et des groupes humains, sont encore devant nous. Tout en tenant à l'individualité comme la valeur la plus élevée de la démocratie, John Dewey instaure le public, instance intermédiaire entre la société et le gouvernement, grâce à laquelle il conjoint l'éthique et la politique. Et l'unité démocratique de la société est produite par expérimentation permanente, dans un monde qui n'est pas donné mais se trouve in the making, « en train de se faire ».

Malheureusement, l'audace nécessaire pour que les responsables politiques d'un côté, les hauts fonctionnaires de l'autre, acceptent un abaissement de leur propre pouvoir – pourtant illusoire s'il s'agit du pouvoir de créer – et sa mise en jeu dans un débat ouvert et critique, me paraît faire cruellement défaut. Mais il est vrai que les transformations ne peuvent plus venir par le « haut » de la société, qui est bloqué. Car, nous l'avons désormais compris, le monde nouveau est en train d'émerger, à l'échelle du micro (Patrick Viveret).

La flamme de l'espérance démocratique s'est réfugiée d'instinct dans les profondeurs labyrinthiques de nos sociétés (Jean-Claude Guillebaud).

Nous devons regarder les événements qui nous arrivent personnellement et les événements du monde à travers cette idée que nos institutions actuelles sont en train de mourir, et nous découvrirons alors que cette analyse fonctionne, et nous rend moins désarçonnés pour les interpréter. Car il y a du jeu dans la trame cosmique de l'Histoire ; le jeu n'est joué d'avance pour personne, et pour aucun collectif.

Quitter les navires institutionnels anciens

Nous expérimenterons que notre trace individuelle se tisse avec celles de tant d'autres et invente une histoire que l'on n'attendait pas, et qui est source de vie pour beaucoup, au cœur battant d'un nouvel humanisme de l'altérité. Notre regard ayant changé, s'étant retourné, nous verrons le monde autrement, et en l'occurrence de façon plus joyeuse. Plusieurs possibilités d'agir, vis-à-vis de nos institutions, s'ouvrent alors à nous :

- **La première attitude** est d'abord de regarder avec attention, détermination, joie et bienveillance, cette multiplicité des formes toujours nouvelles de vie qui émergent dans la société, là où les institutions n'y sont pour rien. Et faire en sorte qu'elles ne piétinent pas, ni par volonté destructrice et jalousie, ni même par maladresse, ces pousses fragiles.
- **La seconde** est de rester complètement ouvert aux contradictions que la vie apporte chaque jour dans les institutions (si c'est ainsi, c'est qu'elles ne sont pas tout

à fait mortes !), sans vouloir les réduire, ni les résoudre, mais au contraire se laisser interroger, bousculer et transformer, puis porter courageusement ces contradictions au cœur des institutions. En s'inspirant notamment des organismes acceptant le débat critique de leurs parties prenantes, et pour ceux qui sont internationalisés, de leur travail sur l'inter-culturalité de leurs employés et de leurs clients. Il faut audacieusement proposer des controverses au débat interne et au débat public, de façon à réveiller toutes les vitalités ouvertes, disponibles ou en attente.

- **La troisième** est de quitter les navires institutionnels anciens si ce qui précède est impossible ou trop épuisant, puis de participer, autant qu'il est possible pour chacun, au développement ou à la naissance de ces nouvelles solidarités collectives. Car la nature arborescente n'est pas l'art d'accommoder les restes ; mais c'est du nouveau, tout simplement du genre nouveau (Charles Péguy).



TROIS MODALITÉS DU « COMMUN » ?

Même si le projet du Laboratoire n'a pas été mené à son terme, une réflexion a été amorcée sur les différentes manières de faire du commun. Voici la grille de réflexion posée. À chacun de voir si elle peut être reprise, enrichie, contestée !

Trois types d'institutions sociales peuvent être envisagées :

- **celles du Politique** pour la production du vivre ensemble,
- **celles de l'Économique** pour la production des richesses,
- **celles du Spirituel/Culturel** pour la production du sens.

Les institutions sociales (pouvoirs publics, entreprises, religions) ne peuvent plus à elles seules organiser cette relation de l'individu au collectif ; les individus, plus autonomes, demandent à être pris en compte.

Dans les trois domaines, se cherche une manière de créer « du commun » :

- on parle de « bien commun » pour le champ politique, la production du vivre ensemble

- on parle de « *commons* »⁹ pour le champ économique, la production de richesses.
- on parle d'« *accommodement raisonnable* »¹⁰ pour le champ spirituel, la production de sens.

L'individu dans la première phase de la démocratie, celle de la démocratie de délégation, obtenait des avantages :

- des droits,
- des revenus,
- l'accès au salut,

en s'en remettant à des institutions qu'il choisissait ou, pour le moins, qui ne lui étaient pas complètement imposées :

- pas de tyrannie,
- pas d'esclavage,
- la possibilité de l'apostasie.

Mais en s'en remettant aux institutions,

- il délégait le pouvoir,
- vendait sa force de travail,
- adhéra à une foi.

Dans les 3 cas, il renonçait à son autonomie dans le cadre d'un « contrat » :

- le mandat politique,
- le contrat de travail,
- le pari de Pascal.

L'individu de la transition démocratique ne veut plus déléguer, il veut avoir son mot à dire et le garder !

On passe d'un imaginaire de la délégation à un imaginaire de l'implication, mais une implication qui ne vaut pas engagement permanent. Il faut pour cela expérimenter de nouvelles formes démocratiques.

9 La notion de *commons* renvoie à un espace ou une ressource dont l'usage et la jouissance est partagé par une communauté de personnes. Cf article de Betty QUEFFELEC. <http://www.participation-et-democratie.fr/it/dico/commons>

10 L'*accommodement raisonnable* est une expression qui désigne la tentative des sociétés modernes de s'accommoder des exigences des différentes minorités au sein de la société civile pour l'égalité des chances. L'*accommodement raisonnable* est une notion juridique canadienne issue de la jurisprudence associée au monde du travail. Elle désigne l'assouplissement d'une norme afin de contrer la discrimination que peut créer cette norme et que subit une personne, dans le but de respecter le droit à l'égalité du citoyen. Cette notion a fait l'objet de nombreux débats au sein de la population québécoise notamment ; CF un article de Paul Eid dans le cadre de la commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. http://www.cdpcj.qc.ca/publications/accommodement_religion_femmes.pdf

IL NOUS FAUT INVENTER, EXPÉRIMENTER, SE TROMPER, SE LAISSER SURPRENDRE

Sans remettre en cause les avancées de la « démocratie participative », force est de reconnaître qu'elles n'ont pas transformé en profondeur la relation entre institutions et citoyens (Colette Desbois). Il faut regarder du côté des tiers espaces et autres tiers lieux, dont Hugues Bazin tente une typologie. Maud Richet nous fait vivre de l'intérieur, lors de la préparation de la OUIshare Fest, comment inventer des modalités de rencontre qui favorisent l'expression et la coopération... en permettant l'improbable ! Ces nouveaux modes d'action collective, les institutions commencent à s'y intéresser, comme à Lyon avec le Gare Remix, avec toute l'ambiguïté potentiellement créatrice qui en résulte. Le monde du travail ne reste pas à l'écart de ces transformations comme le montre Michel Lallement avec les hackers. Plus généralement c'est tout le rapport de l'entreprise à la question démocratique qui est à réinterroger.



LES DÉMARCHES PARTICIPATIVES S'IMPOSENT, OUI MAIS...

PAR COLETTE DESBOIS

En France, c'est au plan local qu'il faut chercher la plus grande antériorité et les plus nombreuses tentatives d'intégration des citoyens à l'élaboration ou la mise en œuvre des politiques publiques. Dans son ouvrage « 50 ans de démocratie locale », Adrien Roux retrace cette histoire qui a débuté avec les Groupes d'Action Municipale (GAM) et l'Association pour la Démocratie et l'Éducation Locale et Sociale (ADELS). Ces groupes ont été constitués dans des communes de France dans les années 1960 et 1970 par des militants qui considéraient que les partis politiques ne fournissaient pas de réponse adaptée aux besoins sociaux du moment. On parlait alors de « libérer la province colonisée ». Un projet de loi sur la décentralisation voit le jour le 27 juillet 81 ; il sera présenté par Gaston Deferre à l'Assemblée Nationale. À partir de là, de profondes transformations verront le jour avec une montée en puissance des collectivités

territoriales. Le local est devenu un niveau décisif de gouvernement et de développement de réels lieux de pouvoir et de décision dotés de moyens propres. Néanmoins, les militants des premières heures, regretteront que les origines de ces lois semblent davantage se situer dans une logique rationnelle d'optimisation des coûts que dans un véritable projet politique « émancipateur ». La loi sur la démocratie de proximité de 2002 par exemple, dont la mesure phare est la mise en place des conseils de quartier, a permis de développer une gouvernance au sein de laquelle les citoyens sont considérés comme partie-prenante. Néanmoins comme le souligne Adrien Roux, dans ces instances de démocratie participative, la légitimité des citoyens y est d'abord technique, on leur reconnaît une « expertise d'usage » issue de la pratique, plus qu'une légitimité politique.

Au plan national, c'est à partir des années 1980/90, que cette « injonction participative » a fait l'objet de lois, plus particulièrement dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Il s'agit de « mobiliser les savoirs citoyens » pour optimiser les choix publics.

Si la participation citoyenne s'est aujourd'hui clairement imposée dans le débat public, un flou conceptuel subsiste. Nous employons, très souvent sans réelle distinction, les termes de gouvernance, de participation, de délibération en y associant les termes d'information, de consultation, de concertation ou de négociation de manière peu différenciée. Cette ambiguïté en fait probablement la clé de son succès, c'est tout au moins ce que souligne Marie Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache dans leur rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville » :

« Cette polyvocité n'a pas été un obstacle à sa diffusion, bien au contraire : c'est parce que la notion de participation est porteuse de nombreuses ambiguïtés qu'elle permet la rencontre au moins partielle d'approches très diverses. »

Ce qui est avant tout mis en avant, c'est le recours à des dispositifs qui visent la participation d'une pluralité d'acteurs (élus, experts, associations, ONG, citoyens, etc.) au débat public et cherchent à organiser les discussions entre les parties en présence. Néanmoins cet idéal d'implication se heurte dans son application à de nombreuses difficultés et questionne ces processus.

À quoi faut-il participer ? Ces dispositifs ont-ils pour simple vocation d'améliorer la communication entre gouvernants et gouvernés ? De favoriser une consultation des citoyens avant une décision politique ? Ou de proposer un processus de co-élaboration d'une question d'intérêt public ? Comment garantir un processus inclusif, équitable intégrant tous les citoyens et notamment les plus éloignés de la sphère

politique ? Comment permettre que des opinions multiples soient entendues, prises en compte ?

Ces dispositifs participatifs ont été la cible de nombreuses critiques, en répondant moins à une exigence de démocratie qu'à une contrainte d'efficacité, la participation favorisant l'acceptation sociale. Ils viendraient comme l'évoque Chantal Mouffe, « escamoter la question de l'antagonisme et du conflit en détournant les associations, syndicats, partis ou groupes de citoyens d'un rôle critique et de contestation », les décideurs politiques parvenant à maintenir l'essentiel de leurs orientations.

Dans leur ouvrage *Agir dans un monde incertain*, Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, plus que la démocratie, viennent questionner la démocratisation des processus de décision dans un monde complexe où les technosciences ont pris une place essentielle et où les conséquences de leur développement engendrent toujours plus d'incertitude. Les auteurs s'intéressent aux nouvelles formes de discussion, « les forums hybrides » nés des confrontations à propos d'enjeux scientifiques, industriels mais aussi économiques et sociaux liés à ces grands sujets de société tels que l'enfouissement des déchets nucléaires, les OGM, mais aussi des questions de santé publique (vache folle, SIDA ou maladies neuromusculaires, etc.). Les auteurs mettent l'accent sur ces espaces de discussion, « comme de puissants dispositifs d'exploration et d'apprentissage des mondes possibles » en situation d'incertitude voire d'ignorance.

Des forums hybrides

Ces « forums hybrides » ont permis de mettre en scène des débats publics qui rassemblent des acteurs que l'on a peu l'habitude de voir dialoguer : des ingénieurs, des représentants d'associations, des techniciens de la fonction publique, des chercheurs et des industriels, etc. autrement dit une grande palette des parties prenantes concernées et impliquées. Plus fondamentalement, ces forums hybrides installent une nouvelle dynamique parce qu'ils remettent en cause la logique de « délégation » de la décision et la séparation entre gouvernés et gouvernants, mais aussi entre savants et profanes. Pour les auteurs, l'apport de ces controverses est d'abord un fabuleux dispositif d'exploration des possibles. En effet, en intégrant des acteurs nouveaux, qui n'étaient pas identifiés dans une analyse distante et abstraite réalisée par des experts en milieu confiné, elles permettent d'envisager de nouvelles conséquences, de nouveaux risques et les connexions possibles entre ces éléments. À ce titre, « les controverses enrichissent le sens d'une situation » et permettent d'aboutir à des solutions plus « robustes » dans la mesure où elles intègrent

des considérations de nature différente. L'autre apport fondamental de ces controverses, pour les auteurs, tient au fait qu'elles constituent un véritable apprentissage collectif. D'abord en matière de processus mis en œuvre (partage de l'information, appropriation des savoirs, mise en débat de points de vue pluriels avec des jeux d'ajustements successifs, etc.), de connaissance et de reconnaissance des acteurs entre eux et enfin dans la relation entre proposant et pouvoirs publics. Ce qui est expérimenté avec les forums hybrides, ce n'est pas une simple capacité à échanger de manière constructive, même si en soi, cette compétence est essentielle. C'est une transformation fondamentale des règles du jeu politique et démocratique. On passe de l'idée d'un savoir expert qui vient imposer des solutions à des logiques d'exploration, de recherche de solutions par le croisement de regards, de points de vue, de savoirs qui obligent à prendre en compte différentes dimensions techniques, économiques, politiques, culturelles, etc. Les controverses tendent à faire émerger une capacité de construction collective, de coopération qui modifie considérablement les rôles et responsabilités et donc le rapport des acteurs entre eux : gouvernants/gouvernés, expert/profane mais aussi gouvernant/expert. Les forums hybrides permettent d'expérimenter des processus de décision complexes face à un monde, lui-même complexe et incertain. Comme le souligne Michel Callon et ses co-auteurs, « [...] les forums hybrides constituent un véritable laboratoire où se redéfinissent tout à la fois notre commune humanité et les collectifs qui sont compatibles avec elle. »

Au-delà des forums hybrides, de multiples initiatives témoignent d'une démocratisation progressive des choix scientifiques et techniques en donnant plus de poids aux acteurs de la société civile. Si nous avons fait le choix d'inscrire le chapitre sur la démocratie technique dans les approches institutionnelles, ce choix ne doit pas masquer que cette ouverture n'a pas été spontanée, elle résulte de l'organisation d'un véritable contre-pouvoir citoyen. L'AFM ou Act Up sont emblématiques de cette capacité d'organisation de ce contre-pouvoir dans le champ de la recherche médicale par exemple. Ces associations, chacune dans leur domaine et par des moyens différents, sont devenues des acteurs incontournables qui ont su s'imposer aux côtés des experts pour infléchir les pratiques de recherche ou intégrer des règles éthiques dans l'organisation des essais par exemple.

On voit néanmoins se construire une évolution des pratiques et la construction très progressive de compétences collectives en matière de débat public mais dans des formats encore très figés. Les processus d'élaboration intègrent la participation sans pour autant changer en profondeur. Si le vocabulaire est au rendez-vous, les pratiques restent

encore souvent très éloignées des intentions affichées. Apprendre à penser et faire ensemble est probablement le défi des prochaines années.



LES FIGURES DU TIERS ESPACE : CONTRE-ESPACE, TIERS PAYSAGE, TIERS LIEU

PAR HUGUES BAZIN

Le tiers espace est à la fois une réalité de l'expérience humaine et un dispositif opératoire. Quel est le rapport entre le réseau numérique des fablabs, la culture *do it yourself*, l'économie solidaire du circuit court, les mouvements des indignés, les marchés biffins des récupérateurs-vendeurs, les Zones A Défendre contre les zones d'aménagement différé, l'exploration urbaine des freerunners, l'art outsider ? Ce sont différentes figures d'un tiers espace. Comprendons que le tiers espace n'est pas une tentative de réunir sous un même énoncé des attitudes et des mouvements qui n'ont pas obligatoirement de liens ensemble. Il ne s'agit pas de projeter ses désirs dans une construction de la réalité ou de labéliser des initiatives disparates, mais de poser l'hypothèse que le tiers espace offre une grille de lecture pour comprendre les mouvements émergents, c'est-à-dire des mouvements qui s'inscrivent entre une forme instituante et instituée, autodidacte et académique, libre et codifiée. Le « tiers » est cette part d'humanité qui fait exister l'espace. C'est une manière d'habiter le monde.

Une démarche pragmatique issue de l'expérimentation sociale

Notre démarche part de plusieurs constats :

Une partie grandissante de l'activité humaine se situe dans un tiers secteur qui échappe aux modalités classiques d'évaluation et de validation. Il existe donc une part conséquente de l'expérience qui se place dans l'angle mort de la connaissance et échappe aux dispositifs d'observation.

Ces espaces intermédiaires de l'expérience non seulement s'étendent, mais deviennent déterminants dans un contexte en mutation. Ils posent de nouveaux repères dans notre façon de construire notre identité et de se projeter dans l'avenir, bref de faire société. Ce qui n'est pas sans poser un énorme décalage, pour ne pas dire une fracture, entre la réalité sociale et son mode de gestion politique, en particulier dans cette incapacité avérée de concevoir de nouveaux modes de gouvernance, de s'appuyer sur l'intelligence sociale et sa capacité d'innovation, de reconnaître la jeunesse dans sa diversité culturelle.

Si ces tiers espaces apparaissent souvent comme un « problème », ils sont pourtant du côté de la solution. Les réponses ne sont pas à chercher autre part qu'*in vivo*, au cœur des situations sociales, dans un mouvement du bas vers le haut (« *bottom to up* »). Ce sont des situations horizontales et si elles se construisent en conflit ou en opposition avec les situations normées et instituées, c'est qu'il manque des interfaces pour créer les conditions d'un dialogue. Ce « tiers » joue alors le rôle de plate-forme, de tremplin pour une mise en mouvement.

Nous en déduisons que pour accéder à cette connaissance il faut soi-même être en implication de tiers espace. C'est ainsi que nous développons la démarche du « laboratoire social » s'appuyant sur l'implication en réseau d'acteurs-chercheurs. Parce que qu'ils se situent justement dans ce tiers secteur de la connaissance entre recherche et action, ils sont le plus en mesure d'investir et de rendre compte de ces situations. Le laboratoire social légitime la posture de ces acteurs et ce qu'ils produisent comme nouveaux référentiels pour l'action et la recherche.

Nous allons nous attacher à trois figures du tiers espace (il en existe bien sûr d'autres). Sous des angles différents, elles éclairent des dimensions complémentaires :

- le contre-espace pour sa dimension sociopolitique,
- le tiers paysage pour sa dimension écologique et écosystémique,
- le tiers-lieu pour sa dimension d'auto-fabrication économique et culturelle.

En convergeant, ces trois éclairages font apparaître le tiers espace comme un fait social total : il regroupe dans une complexité toutes les dimensions humaines et offre la possibilité à partir d'un espace-temps micro-sociologique de comprendre la totalité d'un fonctionnement sociétal. Nous pourrions dire autrement que ces tiers espaces sont aujourd'hui les nouveaux espaces du commun où peut se croiser une diversité tout en constituant une communauté de destin. Pourtant cette notion de tiers espace n'est pas une nouveauté, l'intérêt est donc ici de comprendre com-

ment une nouvelle génération se l'approprie et lui donne un sens contemporain. C'est ainsi que nous trouvons une base d'expérimentation fructueuse aussi bien pour la recherche que pour des formes alternatives de développement.

Contre espace

Le contre espace fait appel à la notion d'hétérotopie chère à Michel Foucault. C'est l'idée qu'il existe des espaces réels pas précisément cartographiés, « emplacements sans lieu » en contre marche des lieux, ce qui fait lien entre deux lieux. Ce sont des espaces qui poussent du milieu. Ils ne sont pas pour autant des espaces neutres, mais des espaces libérés puisqu'ils ne se définissent pas par ce qui les borne, mais par leurs capacités à développer en leur sein un processus autonome et autogéré. C'est en cela qu'ils deviennent des lieux d'élaboration d'une autre manière de faire société.

Les époques diffèrent et les mouvements se prévalant aujourd'hui d'une alternative ne ressemblent pas à la contre-culture des années 60/70. Mais finalement la nature contemporaine de ces zones autonomes temporaires remplit la même fonction de contre espace. Le meilleur exemple actuel est les ZAD comme celle de Notre-Dame-des-Landes contre l'aéroport de Nantes. Ce n'est pas simplement une opposition à un projet, c'est une autre façon d'habiter l'espace.

Les contre espaces ne sont pas tous aussi visibles. Ils peuvent se former à partir de micro-mouvements chaque fois qu'entre en conflit une légitimité institutionnelle avec une légitimité processuelle et d'une manière générale là où le manque d'interfaces grippe les rouages démocratiques. Les contre espaces nous renvoient donc directement à l'exploration de nouvelles formes de gouvernance qui manquent cruellement aujourd'hui dans la manière de concevoir le développement des territoires et la prise en compte des acteurs populaires, c'est-à-dire ceux dont le rôle n'est pas légitimé par une forme instituée de mandat ou de mission.

Tiers paysage

Le tiers paysage est une deuxième source d'inspiration pour le tiers espace. Il fut rendu célèbre par Gilles Clément et son manifeste. Le tiers paysage est ce qui échappe à l'emprise fonctionnelle ou d'une certaine rationalité économique. Ce sont des morceaux de territoires délaissés qui peuvent alors retrouver la fonction d'accueil d'une diversité et de réservoir écologique.

L'idée d'inclure dans les projets de développement une part d'espace non aménagé peut aussi bien s'appliquer au monde rural qu'au monde urbain. C'est ainsi qu'est venue s'immiscer une génération de jardins partagés en plein

cœur des cités dans des zones en friche non encore attribuées ou réaménagées. La question est alors comment ces îlots peuvent faire archipel et constituer véritablement une écologie urbaine, permettant de vivre d'espace en espace comme le dit si bien Georges Pérec. Une application de cette construction écosystémique nous serait utile par exemple pour intégrer l'économie du recyclage de la récupération-vente dans une conception de la rue marchande et ouvrir ainsi des véritables espaces d'intégration au micro-monde des marchés biffins plutôt que de les faire pourchasser par les forces de l'ordre.

Tiers lieu

Le tiers lieu devient aujourd'hui un référentiel initié par la culture numérique si l'on veut bien ne pas résumer le « numérique » aux « nouvelles technologiques », mais aussi inclure une recomposition de nos rapports à l'économie et à la culture dans la dématérialisation et la rematérialisation des supports de la connaissance. Ces espaces se sont souvent développés de façon plus ou moins expérimentale et intuitive. Le tiers lieu n'est pas obligatoirement fixe, il peut être nomade. Il est basé en particulier sur le principe du *coworking*, qui comme son nom l'indique est un travail partagé autrement que sur les critères d'entreprise classique, selon un espace-temps différent reposant sur un esprit entrepreneurial propre à cette génération numérique selon certaines valeurs et méthodologies :

- L'esprit d'ouverture et la possibilité d'accéder au lieu par tous. Le tiers lieu doit permettre de créer les rencontres, accueillir une diversité et rester disponible à l'inattendu.
- Le lieu est conçu par les usagers. C'est le principe de maîtrise d'usage. Il n'y a pas de tiers lieux types, c'est un espace idéal type à atteindre.

Le principe d'innovation inclut une tolérance à l'erreur à la différence de l'ingénierie de projets classiques.

La liberté naît de la possibilité de jouer entre les postures d'agents, d'acteurs et d'auteurs.

Le tiers lieu renvoie à une micropolitique des groupes : le vœu d'instaurer des relations équitables entre les différents acteurs en coprésence entre en tension avec l'inégalité des rapports à l'usage des espaces de collaboration. La dimension écosystémique peut être mise à mal par la cohabitation d'activités disparates tout en se nourrissant d'elle.

Qualités et caractéristiques des tiers espaces

À travers les trois figures, contre espace, tiers paysages, tiers lieux [...], le tiers espace aménage des formes écosystémiques : diversité (écodéveloppement), interdépendance (transaction), régulation (micropolitique). La forme écosystémique indique que la réponse est dans le système, dans sa capacité à créer du lien en termes d'intelligence sociale.

Le tiers espace favorise les processus de résilience. C'est une manière de s'en sortir face à l'adversité, d'absorber une perturbation et de retrouver ses fonctions dans un nouvel équilibre. La résilience produit une défense-protection, un équilibre face aux tensions, une confiance dans l'engagement, une positivité de soi.

La gestion de l'indétermination se traduit par un art du bricolage où l'innovation sociale répond aux conditions de la précarité : la prise en compte de l'aléatoire dans une culture de l'incertitude, l'absence de projet au profit du processus, le dialogue avec les matériaux pour de nouvelles formes, la revalorisation des situations marginalisées.

Les rapports entre mobilité mentale, sociale et spatiale, participent à un capital social. L'important n'est plus la rapidité d'un déplacement, mais la capacité à créer du lien susceptible d'ouvrir un champ du possible d'où la réintroduction de la lenteur, un « slow mouvement » comme culture et économie de la connaissance. Cette mobilité conduit par exemple à une redéfinition du rapport entre espace public et privé [...].



UN PEU DE SÉRENDIPITÉ DANS L'EXPÉRIENCE !

PAR MAUD RICHEL

« Un récit qui montre comment un groupe peut veiller à maintenir l'esprit d'un événement qui se développe (le *OuiShare Fest*) par une attention à la possibilité de sérendipité, cette disponibilité de l'esprit à accueillir ce qui le surprend et le dérouté. »

Aujourd'hui nous sommes une petite dizaine de personnes à préparer, de façon plus ou moins impliquée, l'expérience du Fest 2015.

Le Fest, c'est l'événement annuel clé de la communauté *OuiShare*, celui qui mobilise toutes les énergies, rassemble des intervenants prestigieux et la communauté mondiale ainsi que curieux, passionnés, des corporates, des activistes, des journalistes, des étudiants etc. En soit, c'est déjà

une expérience, un tel mélange de genres dans le superbe et chaleureux cabaret sauvage! Mais pour que la sauce prenne, pour que tout cela ne soit pas qu'une simple juxtaposition d'experts, d'ateliers, d'individus et que peut-être des étincelles se créent, pas seulement dans les yeux des gens mais aussi dans les rencontres qu'ils font et les projets qui s'initient, il y a besoin de liant, d'activateur de sérendipité, de « *magic touch* » comme dirait Maëva.

Maëva, elle fait partie de l'équipe du Fest depuis la première année (nous en sommes à la 3^e). Depuis le début c'est un peu elle la garante de l'expérience, de manière assez informelle les 2 premières sessions si j'ai bien compris. Mais à force de fredonner aux oreilles des uns et des autres, cette année un responsable expérience était nommé, et c'était elle !

Attention à l'individu et à l'énergie collective

À côté de ça un petit groupe s'est créé au sein de Oui Share, qui se nomme OuiCare, et qui souhaite en quelques mots veiller à ce que les notions de transformation personnelle et d'attention à l'individu et à l'énergie collective infusent et de développent au sein des différentes actions de OuiShare. Naturellement ce petit groupe dont je fais partie a eu envie de mettre son grain de sel dans le Fest, et a attiré également de nouvelles personnes, extérieures à la communauté OuiShare mais volontaires pour le prochain Fest et avec la même envie de faire vivre une expérience différente et plus riche aux participants. ça a brainstormé par échanges de mails, puis dans un beau tableau excel partagé sur google drive, sans que plusieurs d'entre nous se connaissent. Donatienne, impliquée dans notre groupe mais aussi responsable de la logistique du Fest, a bien fait de rapidement faire le lien avec Maëva, et hop, la team expérience a été constituée !

La réunion de lancement a rassemblé une équipe nombreuse et ultra motivée, Maria, Etienne, Camille, Héloïse, Asmaa, Fran, Donatienne, Maëva et moi. Marion, Myriam, Jocelyn étaient avec nous en pensées et en ligne ensuite sur nos docs. C'était super de voir les envies des uns et des autres, les compétences qu'on voulait mettre à disposition. C'était un tout petit peu chaotique puisqu'on n'avait pas vraiment pris le temps de complètement cadrer/préparer la rencontre : nous prenons tous sur notre temps plus ou moins libre pour avancer sur le sujet ! Mais puisque c'est la volonté de faire bien et ensemble qui nous rapproche, ce premier atelier s'est passé dans une belle énergie, de l'enthousiasme et un peu de flou, genre c'est bien beau mais on va où? Dans ce bazar, des idées qui nous ont tous séduit ont fusé, comme ce panneau « *I'm Lost* » à mettre au milieu du Fest, en référence au thème de l'année « *Lost in Transition* », mais aussi en écho à toutes ces personnes qui se rendent dans ce genre d'événement sans trop savoir par où

commencer, sans trop savoir à qui parler. Et là hop, un point de rencontre que nous nous animerons à faire vivre, faire en sorte que les gens se perdent et peut-être trouvent ce qu'ils n'étaient pas venus chercher. On aime la sérendipité !

La suite du travail, ça a été la partie laborieuse, les actions pas clairement bien définies et réparties. Mais Maëva veille et nous concocte un super doc pour rassembler nos idées éparpillées, et les mettre aussi, ah ça on avait pas identifié, avec toutes les propositions orphelines de l'appel à projet du Fest. Et bien oui car le Fest étant un événement collaboratif, un grand appel à projet est lancé pour que tous les contributeurs et intervenants potentiels puissent proposer une session. Puis le tri est fait par les responsables du programme officiel, le « *In* » en quelque sorte. Et parfois le tri n'est pas facile, on voudrait tout prendre, ou alors on voudrait faire plaisir à certains mais ça ne rentre pas tout à fait dans les thèmes à aborder. Alors hop dans le doute, certaines propositions sont transmises à l'expérience, dont l'objectif et le contenu semblent assez flous et flexibles ! Ce sont les sessions casse-tête qui commencent, comment passer du coq à l'âne, garder l'état d'esprit que l'on veut instaurer, tout en acceptant les contraintes d'un programme construit à plusieurs et sur lequel il est impossible de dire son mot sur tout. On en a perdu quelques-uns déjà avant le début de cette étape, et quelques-unes pendant. Il faut dire que quand ce qu'on veut, c'est remettre l'humain au centre, il est parfois pénible de se dire que cela doit passer par la revue ligne par ligne d'un tableur excel. Mais bon, en fin de réunion quand nous partageons notre ressenti, notre cercle de check out reste confiant, on va faire des choses chouettes ! Et puis certaines personnes veillent, même pendant ces séances, à introduire un peu de recul, de prise de hauteur, de fantaisie et d'humain. Ce qui fait que personnellement, j'en suis toujours ressortie plus motivée que je n'y allais, et ça, ça compte !

Enfin des choix ont été fait, l'agenda d'une péniche à côté du Cabaret sauvage, lieu où se passe le Fest, a été rempli d'activités un peu folles, un peu spirituelles, créatives, de connexion ou de déconnexion selon les moments et sur l'écran, ça rend déjà bien. Le panneau « *I'm Lost* » est en cours de préparation quelque part. À côté de ça, de la *magic touch* a été saupoudrée à toutes les étapes du Fest, sans oublier le rôle des équipes et bénévoles sur place, qui font l'expérience parfois sans le savoir, et cette année on voudrait bien qu'ils le sachent !

C'est la dernière ligne droite, nous nous sommes réparti ces froides cases Excel, colorées malgré tout, pour les transformer comme on peut en une multitudes de confettis et rendre cet événement vraiment unique, une vraie expérience collective et individuelle. à suivre...



LE REMIX, UN « FORMAT » DÉMOCRATIQUE ?

Gare Remix a été conçu comme une innovation participative, avec le double objectif d'innover dans les services proposés aux utilisateurs de la gare Saint-Paul et d'expérimenter de nouvelles manières de travailler ensemble, avec les habitants et les communautés créatives du territoire ». Au départ on parlait de City Remix, terme générique pour désigner ce nouveau type d'événement, inspiré des Muséomix, le Gare Remix n'en étant qu'une première édition.

Plusieurs personnes ayant participé à des Hackathons craignaient que l'on débouche sur des services créés par des geeks pour des geeks, en clair sur des dispositifs d'information, certes ludiques et ingénieux, mais privilégiant le recours à la technologie, limitant la communication à des interactions avec des machines.

En réalité les projets ont avant tout cherché à faciliter les interactions et les échanges entre les personnes grâce à des dispositifs et des installations plus que des machines. Un « pouvoir d'agir poétique » en quelque sorte.

Rendre possible le décalage : des « pas perdus » au « pas de côté »

La gare Saint-Paul est en elle-même un lieu à la poésie affirmée. Chacun l'a compris et a cherché à la mettre en valeur avec des propositions faisant appel davantage au ressenti, au vécu des concepteurs. La mixité des équipes était sans doute une des clés majeures de la possibilité du décalage. Une autre a été le rapport au temps. Un temps court certes, mais sans précipitation dans l'action. Il fallait d'abord se connaître, se renifler ; découvrir les lieux y flâner, prendre le temps d'observer les flashes chorégraphiques proposés par les danseurs ; faire le tour des échoppes et des services proposés. À la fin du premier soir, lors de la séance collective, l'alchimie avait bien eu lieu. Il y avait de l'énergie, des envies, des idées, de l'entraide (les idées fusaient pour enrichir les projets des uns et des autres). Il y avait bien des propositions pour passer d'une « salle des pas perdus » à une « salle des pas de côté ». Chacun se mettait à imaginer comment ces temps un peu vides de l'attente

pouvaient être enrichis (et non pas remplis) par des évocations poétiques du voyage. On entendait déjà les modes de transport les plus fantaisistes entrer en gare, y compris un traineau à clochettes venant tout droit de la Sibérie ; on se voyait déjà, ayant loupé le « Schopenhauer » de 17h45 se retrouver dans le « tarte aux fraises » de 18h10, puisque les conversations initiées dans la gare pouvaient ensuite se poursuivre dans les voitures du train.

Cette poésie initiale a-t-elle résisté à la réalité ? Malheureusement pas totalement. En raison des contraintes propres à l'exploitation d'une gare et aussi sans doute parce que notre principe de réalité ne nous permet pas de nous affranchir des « modes de faire » usuels. Alors que le responsable de Gare & Connexions était totalement acquis au projet et avait su prendre sur lui d'autoriser certaines dérogations avec le fonctionnement normal d'une gare pour permettre le Gare Remix, dès le premier soir il fixait clairement une limite : on ne toucherait pas au système d'affichage des horaires de train. Non négociable ! Les Remixeurs et les observateurs avaient pourtant commencé à imaginer des affichages poétiques pour des destinations improbables, de Samarkand à Poudlard ! Elles n'auraient pas le droit d'apparaître en lettres lumineuses sur les écrans d'affichage...

L'énergie démocratique d'un nouveau type d'engagement

3 jours ensemble intenses et éphémères

Ce type d'événement fonctionne par impulsions. Ce sont des moments liés à des envies. Des implications plus que des engagements : 3 jours que l'on consacre entièrement à ce moment d'initiative, de créativité et de partage. Comme des points d'orgues d'une « démocratie continue », qui ne se contenterait pas des temps officiels de la participation organisés en fonction du calendrier électoral.

Cette énergie (il en faut pour consacrer au projet un week-end et une partie des nuits quand on a dès le lundi son travail à reprendre !), c'est une ressource pour la construction du bien commun. Au moment où l'argent public manque, au moment où l'on ne cesse de se plaindre de l'incivisme ou du désintérêt de nos concitoyens pour la chose publique, il serait temps de prendre conscience de cette « énergie citoyenne », de ce « pouvoir d'agir ».

Certains élus y ont été sensibles. Des échanges avec une responsable de service de la ville de Lyon montraient qu'il y avait une envie du côté des services de mettre en place ce type de démarche. Elle évoquait la possibilité d'y recourir pour les bibliothèques ; lors de la conclusion des travaux une élue évoquait l'intérêt d'un « social-remix »...

Des équipes composées laissant place au hasard démocratique

La participation au dispositif de Gare Remix est-elle démocratique? N'est-on pas dans un entre-soi de « designers bobos », un tout petit monde en quelque sorte? Oui sans doute si on se contente d'une sociologie à grands traits des participants (même s'il y avait des exceptions bienvenues!). Mais la diversité sociologique n'est pas la seule manière de combiner un groupe de façon démocratique. Une caractéristique « démocratique » du dispositif tient au lien très particulier entre hasard et composition. Les candidats à la participation s'inscrivent individuellement. Ils ne se choisissent pas mutuellement pour composer leur équipe. Ce sont les initiateurs qui « composent » en fonction de profils diversifiés (des bricoleurs créatifs ou des développeurs du numérique, des ingénieurs ou des artistes, des étudiants ou des professionnels aguerris, des riverains qui veulent contribuer à améliorer leur quartier, etc.). Chaque équipe a ainsi les mêmes « ingrédients ! Observée du côté des organisateurs, la participation au dispositif relève ainsi moins de la sélection (élitiste) que de la composition d'un « mini-monde », un microcosme, le plus diversifié possible ; du côté des remixeurs, il y a le hasard de la découverte mutuelle dans le cadre d'une sorte d'assemblée égalitaire où chacun a la même voix que les autres au chapitre.

Une pratique de la combinaison plus que du choix

Même si je n'ai pas pu voir dans la durée le fonctionnement de chaque équipe, j'ai eu le sentiment que la bienveillance, l'attention mutuelle prédominait. Les professionnels n'étaient d'ailleurs pas toujours les plus à l'aise dans ce mode de fonctionnement non-hiérarchique comme le confiait un urbaniste plus habitué aux réunions pilotées. J'ai pu observer une émulation sans compétition. On n'hésitait pas à se filer un coup de main d'une équipe à l'autre. Les décisions ont moins consisté en des choix tranchés qu'en des combinaisons des envies du plus grand nombre. L'exemple le plus frappant est sans doute celui du « jardin d'hiver » qui a composé des envies de jardin (en raison d'un espace extérieur intéressant à occuper) et un souci de mieux utiliser un hall désert en le transformant en salon, un salon-jardin, un salon où l'on continue l'expérience du jardinage pendant l'hiver en échangeant des graines ! Cette capacité à combiner (ou encore une fois à composer) est bien caractéristique des nouveaux modes de décision démocratique que Michel Callon a analysé dans le cadre des « forums hybrides ».

Des interactions inédites

« Nous avons eu beaucoup de passage le samedi après-midi et le dimanche matin de VIP de la Ville de Lyon, du

Grand Lyon et du Conseil Régional, techniciens et élus. Ils ou elles venaient discuter incognito, se baladaient quelquefois « en famille »... comme des citoyens. Une occasion de rencontres de plain-pied. Je ne sais pas si cette expérience a pu modifier le regard de certains, mais ce qui est sûr, c'est que cela m'a clairement montré que ce genre d'happening autour de l'innovation, permet de rencontrer et de discuter autour d'idées ou projets avec des décideurs que nous n'aurions jamais rencontrés avec un dossier « aussi béton soit-il » me confiait un « remixeur ».

Une institution qui se laisse bousculer... à la marge

Nous pouvions nous attendre à sortir des sentiers battus... dans les faits, lors du lancement officiel du Remix, les propos tenus sont revenus à un schéma beaucoup plus classique : le Grand Lyon était à l'origine du projet et le portait avec ses partenaires institutionnels et la SNCF.

D'aucun parlerait de « récupération politique ». Je penche davantage pour une forme d'habitude de l'institution de se positionner en surplomb voire d'une réelle difficulté à penser « la participation citoyenne ».

Sortir de la commande n'est pas simple...

Par trois fois dans son discours d'accueil, l' élu métropolitain a affirmé : « On ne vous met pas la pression, hein ! » On peut imaginer qu'en disant cela, l' élu laissait transparaître « sa propre pression ». Dans une institution dont le président n'est pas connu pour s'intéresser à ces formes d'innovation, l' élu qui a engagé la collectivité dans cette aventure se doit d'avoir des résultats. À plusieurs reprises, il semble chercher à se rassurer en affirmant : « je suis confiant car vous avez été très, très sélectionnés », « vous êtes les meilleurs » dit-il en s'adressant à des remixeurs qui, pour ceux avec qui j'ai pu m'entretenir, venaient davantage pour le plaisir de participer à cette aventure.

En réalité, le modèle de la commande publique reste prégnant... Les remixeurs et l'institution ne sont pas « dans le même bateau ». L' élu est là au début pour lancer le travail et il revient à la fin pour réceptionner les productions.

En tant qu'observateur, je n'ai pas pu m'empêcher, à un moment, de changer de rôle, de m'inscrire dans la dynamique d'une équipe et de prendre un cutter pour détourner les lettrages d'un affichage ! Chacun de ceux qui étaient dans le coup, les facilitateurs, les organisateurs, les coachs, sont, à un moment, sortis de leur rôle, pour donner le coup de main qui fait qu'on participe vraiment à l'événement. Les élus de manière générale peinent à rentrer vraiment dans le jeu, d'être « avec ». Ils sont prisonniers d'une posture de représentation. Ce type d'événement devrait conduire – à terme – à faire naître davantage d'interaction, de frottement, de plaisir de faire ensemble. L'élection n'est pas un

sacre qui oblige à rester à l'écart ! (le sacré, c'est ce qui est séparé du commun).

... y compris pour des remixeurs habitués à avoir un cahier des charges

On n'échappe pas toujours plus facilement à la logique de la commande publique quand on est en position de concepteur. Certains remixeurs ont eu du mal à s'abstraire des situations où il s'agit de répondre à un cahier des charges. Faire sans, c'était partir dans tous les sens, s'éparpiller et risquer d'être à côté des besoins des publics. Pour eux, il fallait donc prendre du temps pour identifier les publics, établir soi-même le cahier des charges... pour y répondre ensuite. Une facilitatrice me racontait qu'elle avait dû batailler avec son équipe pour éviter de retomber dans ce type d'approche.

Il est intéressant de constater que huit mois après l'événement, l'histoire se poursuit. La SNCF a retenu deux prototypes qu'elle souhaiterait tester en vraie grandeur sur plusieurs mois. De son côté, Émile Hooge et Nova7 ont un nouveau projet de City Remix en germe. Le pouvoir d'agir poétique est peut-être un vrai pouvoir émergent !?



LES HACKERS RÉINVENTENT LES MANIÈRES DE TRAVAILLER

PAR MICHEL LALLEMENT

Le travail est le support de toutes les contradictions. L'une des plus criantes peut-être est celle-ci : alors que le travail mange nos vies (pour le meilleur comme pour le pire), alors que le chômage est une épreuve douloureuse pour plus de 3,5 millions de nos concitoyens, le travail est encore trop souvent regardé comme une simple activité productive, comme une affaire privée. La typologie que propose H. Arendt dans sa *Condition de l'homme moderne* (1958) – qui met en tension le travail, l'œuvre et l'action – sert encore trop souvent à justifier l'éviction du travail hors de toute préoccupation publique et démocratique.

On ne peut pourtant comprendre ce que travailler veut dire si l'on ne tient pas avant tout le travail pour un rapport social ou même, pour employer un vocabulaire durkheimien, une institution. Non plus une institution à l'ancienne qui gouvernerait nos gestes productifs et nos représentations par le biais de normes diffusées verticalement et de haut en bas (comme dans le modèle taylorien) mais une institution entendue comme un ensemble d'interactions sociales et de relations de pouvoir à travers lesquelles se jouent, parfois de façon extrêmement localisée, la production de représentations communes sur le travail, des formes d'intégration collective dans l'entreprise, des négociations sur les règles (de rémunération par exemple) ou encore des manières d'organiser et de pratiquer le travail. Le travail est donc plus qu'un geste subjectif, c'est un fait social à part entière.

Réinventer le travail

C'est bien parce qu'on ne peut le cantonner à la sphère du privé et qu'il contribue activement au façonnement de notre « bien vivre ensemble » que le travail est politique. À ce titre, pouvoir débattre collectivement des manières de produire des biens et des services est une exigence démocratique élémentaire.

Or que constatons-nous aujourd'hui? Que le rapport au travail varie fortement selon les classes sociales et que le débat à ce sujet est quasiment inexistant. Le travail n'est pas, en soi, source de plénitude ou facteur de souffrance. Les enquêtes empiriques nous ont appris que, en une période où la subjectivité et l'engagement sont sollicités pour être efficace à la tâche, les cadres y trouvent davantage leur compte généralement que les ouvriers. Au risque du raccourci, disons que la multiplication des contraintes (mauvaises conditions matérielles de travail ; pression des clients, des pairs, des responsables hiérarchiques ; reporting ; sophistications spéculatives des formes d'évaluation ; etc.) qui se sont agrégées aux nouvelles politiques de gestion des ressources humaines laissent d'autant plus insatisfaits, ravalent d'autant plus le travail au rang d'activité purement instrumentale... que l'on est démuné en termes de diplômes, de pouvoir ou encore de capital social.

Pour rendre le travail supportable et en finir avec les inégalités dont il est le support, il nous faut réinventer ensemble nos manières de travailler. Regardons pour cela ce qui s'invente aux marges de notre société. Pensons par exemple au « faire » – ces formes de travail qui trouvent en elles-mêmes leurs propres finalités – qu'expérimentent aujourd'hui les hackers et les makers. Le faire a pour caractéristique première d'être associé au plaisir, à la libre coopération, à la participation de qui le souhaite à la communauté productive ainsi, enfin, qu'au partage des savoirs. Le modèle est

peut-être encore balbutiant. Mais rien n'empêche de tenir les lieux (hackerspaces, fab labs...) où il est expérimenté pour autant de laboratoires du changement social où se bricolent d'autres manières d'innover, de produire, de collaborer, de décider, de façonner son identité et son destin...

À ce titre, le faire mérite indubitablement considération et débat démocratique.



ET L'ENTREPRISE ?

Au cœur de la société, l'entreprise est questionnée¹¹ dans ses modes de gouvernance, de management, de production et dans les modes de consommation qu'elle propose. Le développement des technologies de l'information provoque des modifications profondes du travail et de son organisation, mobilise les clients dans la production, intègre des partenaires extérieurs à l'écosystème de l'entreprise.

Néanmoins le foisonnement d'expérimentations où se cherchent de nouveaux modèles de coopération entre acteurs, qui se développent en dehors des entreprises traditionnelles, incitent à penser que celles-ci ne répondent pas pleinement au besoin d'innovation et d'échange attendu particulièrement par les jeunes générations. Les approches sociétales innovantes sont souvent vues comme des alternatives par ceux qui y participent et des exutoires ou des palliatifs par ceux qui restent dans l'orthodoxie. Elles restent donc en marge et transforment peu le système.

Pratiques hybrides

Les choses semblent en voie de changer. Les pratiques hybrides se développent :

- **l'économie solidaire et l'économie collaborative** participent au développement des capacités, par l'échange mutuel ou par la participation de tous à l'élaboration des biens et des services, contribuant ainsi à une démocratie des capacités (cf. Amartya Sen, *La démocratie des autres*) ;
- **l'économie de l'intégration et l'économie d'usage** participent au développement d'un « monde commun » que ce soit par l'inclusion des plus démunis ou par la prise

en compte de l'environnement naturel comme une partie prenante (cf. Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*).

Penser ensemble économie et démocratie nous amène à nous pencher sur les pratiques concrètes qui nous semblent aujourd'hui porteuses de cette « hybridation », et qui nous paraissent, de ce fait, porter en elles des germes d'une transformation radicale de l'économie et de la démocratie. En mettant en avant la nécessité de penser ensemble économie et démocratie, nous sommes amenés à questionner :

- en quoi une nouvelle logique démocratique peut permettre d'enrichir notre vision de l'économie (en questionnant notre vision de la richesse, en remettant en cause la rationalité de l'homo economicus, en pensant de nouvelles manières de produire, d'échanger, de consommer ; en questionnant la place du court et du long terme, etc.) ?
- en quoi une nouvelle logique économique peut permettre d'enrichir notre vision de la démocratie (en renforçant le pouvoir d'agir des individus et des acteurs de la société civile, la logique de citoyenneté entrepreneuriale, la place de la délibération, la gestion de la conflictualité, etc.) ?

Les entreprises sont nombreuses aujourd'hui à réfléchir sur leur responsabilité sociale et à leur place dans la fabrique de la société. Les notions de « Développement Durable » ou de « RSE » qui tendent à se développer sont un point d'appui à ces réflexions.

Économie et démocratie

En abordant le lien entre économie et démocratie, il s'agit maintenant de repérer et de mieux comprendre ce qui fonde ces pratiques sociales émergentes pour penser « l'espace travail » de demain : comment l'imagine-t-on ? Comment se pense la gouvernance, le management, la co-élaboration et la coopération dans et entre les organisations ? Comment se développent de nouveaux modes de travail, de production et de commercialisation ? Comment s'inscrit-elle dans des réseaux ouverts au service de l'écosystème ?

¹¹ Cette problématique avait été travaillée à Synergie, agence d'ingénierie et de communication du développement durable en lien avec des acteurs de la société civile, au cours d'une rencontre intitulée Économie-s et Démocratie-s – 19 octobre 2012

CRÉER DES ESPACES À PENSER

Guillaume Coti invite les centres sociaux à être toujours plus des lieux où se réapproprier « le récit de nos vies ». Il entend lier utopie et réalisme... et c'est bien ce que dit dans son intitulé-même le projet de la *Chimère citoyenne* à Grenoble. Elisabeth Sénégas a ouvert ce lieu atypique et imprévisible... et en même temps voulu par l'institution (le département de l'Isère), désireuse d'explorer d'autres voies. Cette exploration de nos imaginaires, Pascale Puechavy montre comment elle peut aussi être facilitée par la pratique de l'écrit, rendue enthousiasmante par le partage que permet l'atelier d'écriture. Enfin nous avons souhaité conclure avec Edgar Morin et son appel aux « Oasis » qui nous avait tant frappés après les attentats de janvier 2015.



SOYONS LA TRANSITION QUE NOUS APPELONS DE NOS VŒUX !

PAR GUILLAUME COTI

La morosité ambiante semble gagner chaque jour du terrain. Il suffira pour s'en convaincre d'allumer la télévision aux heures de grande écoute.

Les centres sociaux et socioculturels semblent aux avant-postes de la déconfiture sociale. Chaque jour amène son lot de replis sur soi, de résignations, d'amertume et rend un peu plus intolérables les inégalités structurelles qui minent de l'intérieur le corps social.

Comment construire des pistes de réponses à ce marasme ? Sommes-nous vraiment condamnés à accepter l'inacceptable, à supporter l'insupportable ? Il existe des champs à (ré)investir avec fougue, passion, envie et détermination. Il y a des territoires confisqués qu'il faut reconquérir, des imaginaires à décoloniser, des ouvrages à commettre et des lieux à construire pour habiter ce monde et pour faire société.

Cela commence par une réappropriation, celle du récit de nos vies, ce travail que l'éducation populaire a entamé il y a de cela plusieurs décennies doit être perpétué. Il y a urgence à dire et à redire quelle est la « réalité réelle » du quotidien des habitants de ces villes-mondes.

Au-delà des diagnostics institutionnels, par-delà le misérabilisme réducteur des reportages sensationnalistes, il nous

faut nous décrire : des humains qui échangent, partagent et tissent les toiles des solidarités présentes et à venir. Pour cela l'art et les formes culturelles, doivent être extraites des tours d'ivoires dans lesquelles on les enferme. Il nous faut repartir des habitants eux-mêmes, aller vers, faire avec, faire ensemble. Écouter véritablement, prendre le pouls des territoires, attentivement, quotidiennement.

Après ces festivités, ne nous séparons pas !

Il faut ensuite mettre en commun, les idées, les envies, les besoins, les espoirs, les failles et les douleurs. Partager des banquets, des fêtes, des sourires, réactiver l' ancestrale convivialité sacrifiée sur l'autel de la consommation solitaire des produits manufacturés. Mais après ces festivités, ne nous séparons pas ! Profitons de ces liens tissés pour trouver ou retrouver dans la mise en commun et l'union solidaire la conviction de notre propre légitimité politique, pour gagner en confiance – en Nous et en l'Autre – et pour permettre l'éclosion de la puissance d'agir de toutes et de tous.

Les centres sociaux peuvent être les acteurs de la transition qui s'opère, il est de leur devoir de réveiller chez chacun la conscience de son rôle et de sa place et d'appeler de leurs vœux une démocratie plus exigeante. De valoriser les solidarités existantes et de les renforcer, de permettre les conscientisations nécessaires et la mise en projet des transformations sociales.

Ouvrons donc les frontières de nos imaginaires, faisons ensemble des lieux qui renouent sans complexe avec l'idée – utopique mais réaliste – que d'autres mondes sont possibles ici et maintenant avec et par leurs propres habitants.



UN LIEU DE RENCONTRES QUI OUVRE DES « POSSIBLES »

PAR ÉLISABETH SENEGAS

Ce texte n'a pas été écrit par Elisabeth mais composé à partir de ses mots à elle, principalement extraits du compte-rendu du premier comité de gouvernance de la Chimère citoyenne, réuni en juin 2015. Ce sont donc des mots plus parlés qu'écrits... et donc assez fidèles à ce qu'elle est et fait.

Trois étapes qui ont mené à la création de *La Chimère Citoyenne* :

La création en 2005 de l'association Voironnaise *Entr'actifs*. Association de solidarité et d'entraide, plus « d'aidants ni d'aidés, simplement des entraidents » à l'initiative de personnes allocataires des minima sociaux, de travailleurs sociaux et de formateurs.

L'expérience autour de la notion de confiance : en 2011 lorsqu'elle se lance dans la création d'un salon de thé à Grenoble, c'est parce qu'elle a vécu l'expérience d'*Entr'actifs* qu'elle met à disposition de sa clientèle 500 livres à « emporter/rapporter ou pas... ». Il ne s'agit pas seulement de lecture, elle souhaite bousculer la clientèle sur cet *a priori* de confiance nécessaire pour vivre ensemble, montrer que faire confiance, ça marche ! En 2014, lorsqu'elle vend son salon de thé, il y a plus de 3000 livres.

En 2014, le projet de *La Chimère* mûrit, encouragé par le Conseil départemental de l'Isère qui lui-même trouve intéressant que l'on s'appuie sur ce que nous a enseigné la création de l'association *Entr'actifs*, pour porter une expérimentation d'innovation sociale sur le territoire Grenoblois. Le Conseil Départemental a deux préalables pour soutenir l'initiative :

- qu'Élisabeth assume une posture professionnelle (si *Entr'actifs* a vu le jour c'est parce qu'il y avait des compétences professionnelles)

- penser d'emblée à la pérennité du projet avec un autre professionnel, afin de montrer qu'un tel lieu ne tient pas seulement par la personnalité du porteur. Réfléchir aussi au modèle économique.

À propos de l'ambition

Avec *La Chimère*, nous souhaitons expérimenter une autre forme d'investissement collectif, plus ouverte et confiante. Plus d'injonction « à être responsable » mais le pari que la confiance responsabilise.

CETTE AMBITION D'INNOVER DANS LA RELATION SOCIALE EXIGE UNE QUALITÉ DANS LA RENCONTRE DE L'AUTRE. Il ne s'agit pas seulement de respect et de tolérance, c'est adhérer à l'état d'esprit du lieu, avoir le souci de l'autre, accepter l'idée de complexité ainsi que la nécessité de se donner du temps pour construire. Savoir rester à l'écoute, quel que soit le profil intellectuel ou social de l'autre.

Finalement, le contenu des projets importe peu, l'essentiel étant le processus de mise en mouvement, la dynamique d'enthousiasme et d'envie d'agir.

Hugues Bazin, lors du 1^{er} comité d'évaluation en octobre 2015 disait très justement :

« Souvent on confond la capacité d'agir et de transformer avec l'action au sens classique. Il y a beaucoup de gens par exemple des militants qui agissent mais qui finalement sont très conformistes dans leur position et qui ne changent pas. Pour moi le faire ce n'est pas agir, au sens concret du terme. Ce qui nous met en mouvement c'est la capacité à un moment donné de se projeter nous-mêmes. J'ai bien aimé tout à l'heure quand tu disais, Pierre-Louis, que "finalement, j'arrive avec certaines idées et puis je me mets à réfléchir ou à dire des choses que je n'avais pas prévues à l'avance, c'est là que cela devient intéressant".

Ce que je trouve intéressant à La Chimère, c'est la "capacité" qu'elle active... »

Pourquoi le nom de « Chimère » ?

Parce qu'il y a eu l'expérience associative d'*Entr'actifs*, les quelques personnes repartant dans l'aventure savaient les difficultés et obstacles à l'émergence d'un tel lieu (incompréhension de certains professionnels du social persuadés que tout cela se fait et se vit déjà, perplexité d'élus qui tentent de comprendre et attendent des projets « clairs, identifiables à court terme, partie de la population découragée et d'abord consommatrice, etc.). Face à cela, nous souhaitons un nom qui porterait en lui-même une part de complexité et difficulté.

Le mot Chimère a été choisi pour l'imaginaire un peu fou, difficile, compliqué et retors auxquels ce mot fait écho. Ainsi que pour sa richesse (3 têtes) et son énergie.

Quand se pose la question de savoir s'il faut autoriser ou non telle ou telle activité à utiliser les locaux de *La Chimère*, certains souhaitent des décisions collectives, Elisabeth intervient :

« Cette fois-ci je souhaite parler d'avance de confiance pour moi ! Je fais confiance aux autres, je suis d'ailleurs persuadée que c'est une des raisons de ce qu'il se passe ici, au risque d'être parfois déçue (mais c'est l'exception de la règle), donc faites-moi confiance !

Il est convenu que je sois le porteur de l'expérimentation jusque fin 2016 et c'est bien ce que je compte faire. Je porte, j'assume mais alors on me fait confiance. Je ne vais pas assumer que les difficultés, les ennuis, la charge de travail (60h hebdo) et m'en remettre à vous pour les décisions qui relèvent du quotidien ! »

Alain Faure qui animait la rencontre de juin pointait le vocabulaire d'« émotions » d'Élisabeth pour s'exprimer et raconter : « frustration », « colère », « échec », « confiance », « dingue »... Il fait remarquer comment, partant du négatif, on peut créer et arriver à du positif. Qu'elle n'a pas arrêté de changer sa façon de voir les choses, en provoquant le changement chez elle avant tout. *La chimère* apparaît comme une « bestiole » sensible.

Un mot encore d'Élisabeth, reçu par mail le 13 décembre 2015

Nous vérifions à quel point *La Chimère* est un espace « tiers » ET un lien. Par exemple, des chômeurs, comme ceux du club Jeunes diplômés, et des chefs d'entreprises (de petites entreprises, saines mais qui n'ont pas moyen d'embaucher alors qu'elles auraient besoin...) voudraient qu'on monte une expérience où les chômeurs volontaires seraient comme un bureau d'études pour projets de développement et pourraient tenter ainsi de créer leur emploi... Tout comme ces chefs d'entreprise qui ont proposé à *La Chimère* de faire une soirée témoignages sur le dépôt de bilan et comment rebondir... je leur ai demandé « pourquoi faire ça à *La Chimère* ? » Ils parlent de « valeurs ». Intéressant, non ?

Bref, *La Chimère* en même temps n'est pas là pour tout faire, loin de là, mais juste le fait d'être « tiers » permet l'émergence...



ATELIER D'ÉCRITURE AUTOUR DE L'IMAGINAIRE DÉMOCRATIQUE

PAR PASCALE PUECHAVY

*Texte écrit avec Christine Zanetto, animatrice d'ateliers d'écriture
au sein de l'association CICLOP¹²*

On se retrouve dans le jardin pour écrire ensemble...

On a dans la tête une idée de la démocratie, on a envie d'écrire...

On se dit bonjour, on fait connaissance, le soleil nous accompagne et on prend du temps pour choisir le meilleur endroit : ni trop chaud, ni trop frais.

À l'ombre ou au soleil ? On met les tables et les chaises enfin sous l'arbre, on grignote quelques biscuits et on s'y met.

On va écrire comme ça vient... on laissera aller la plume et les mots qui nous passent par la tête... Aujourd'hui, on écrit spontanément.

On se dit aussi, que la littérature, c'est intéressant, que l'un en est féru, l'autre non... alors, on la laisse au vestiaire, à la porte du jardin... on la reprendra en partant, bien entendu, mais elle n'est pas au centre de notre travail. Chacun peut écrire, chacun porte son imaginaire en bandoulière, ou en secret...

Pour se mettre en route, on choisit ensemble des « inducteurs », c'est à dire des mots, des sortes de « dispositifs » que l'on construit ensemble avant d'écrire ; et c'est déjà une négociation, un jeu, un moment où chacun a sa place et propose, ajuste, dit oui, dit non à ce qui se présente... On choisit un temps d'écriture qui peut être de quelques minutes... ou plus... rarement moins... Puis chacun, penché sur sa feuille, se met à écrire – vite, vite – ou plus lentement, à son rythme, dans le temps imparti. À l'heure dite, la clochette retentit et hop ! On suspend le geste.

¹² <http://ciclop.free.fr>

Chacun va lire son texte à haute voix pour faire entendre sa voix singulière, les autres attentifs, amusés, sérieux, étonnés, curieux, vont réagir à ce qu'ils entendent.

Nous allons donc, au fil de la journée, vivre différentes séquences d'écriture construites au fur et à mesure – on n'a rien décidé avant, on n'a pas d'attendus sur un résultat –.

Et l'on constate que ça donne une étonnante diversité de textes (essai, humour, poésie, acrostiche, discours et autres textes au style impossible à définir) et surtout que ça fait beaucoup, mais alors beaucoup parler de démocratie. Nous voyons aussi qu'au travers de ces jeux d'écriture, et des commentaires qu'ils entraînent, nous nous questionnons sur les tensions entre personnel/collectif, mouvement/stabilité, peuple/appartenance/communauté, violence/vulnérabilité, accident/flux canalisé, liberté/responsabilité, intérêt particulier/intérêt général.

Cette expérience inédite – grande liberté d'écriture sur un sujet ô combien ambitieux – nous montre à quel point il peut être joyeux de se livrer à l'exercice démocratique, qu'il ne demande d'autres moyens que l'envie d'être ensemble, une animation bien réglée et hop ! On est parti pour triturer le sujet dans tous les sens.



AUX OASIS !!

PAR EDGAR MORIN

La France est un désert de la pensée politique où après les suites de l'attentat à Charlie Hebdo une islamophobie délirante progresse, comme si les Maures arrivaient à Poitiers avec Renaud Camus comme Charles Martel, où le désarroi revient, où le peuple de gauche a dépéri, où la gauche de la gauche dénonce sans énoncer une nouvelle Voie politique, où l'austérité est promue plutôt que la consommation, la croissance plutôt que la relance, où le capital dicte sa loi (elle-même aveugle) dans les décombres de la pensée socialiste, la dégradation du syndicalisme, la compartimentation et l'ethnicisation des classes ouvrières. La recherche de voies nouvelles se fait et s'expérimente au niveau des associations et initiatives de la société civile mais celles-ci n'ont pu se synergiser, et la route sera longue.

Continuons à observer, analyser, essayer de comprendre les évolutions mondialisantes et contre mondialisantes, et

évidemment à nous prononcer sur la politique et l'absence de politique en France. Sachons que l'activité politico-militaire de la France au Moyen Orient est non salubre mais catastrophique.

Aménageons des oasis de convivialités

Aussi dans la conjoncture actuelle, tout en demeurant des citoyens vigilants et actifs, aménageons en même temps dans notre présent des oasis de convivialités pour nous protéger du déferlement des vagues géantes de l'économie techno bureaucratifiée, du calcul aveugle à l'humain, qui nous transforme en objets, de la compétitivité, de la rationalisation, de la marchandisation, du profit qui ont envahi toutes les ramifications de notre société. Encourageons plutôt les initiatives porteuses d'un futur, sachons qu'être responsable et solidaire sont non seulement des impératifs éthiques, mais des vertus qui épanouissent nos vies.

Sauvegardons, nourrissons, développons ces oasis autant que possible. Privilégions le bien vivre sur le bien être seulement matériel. Retrouvons notre propre nature en retrouvant la nature, et retrouvons la nature en retrouvant notre propre nature.

Chacun sait au fond de lui-même, même si ce savoir est refoulé ou occulté quand la conscience est préoccupée par le souci économique, que l'amitié et l'amour sont les constituants de la vraie vie. Alternons sobriété et fêtes. Laissons-nous aller à la part ludique de l'existence. Allons vers ce qui nous enchante ou nous exalte. Contrôlons et régulons notre consommation : consommons dans les circuits courts, dont les AMAP, nourrissons nous de produits bios ou fermiers, évitons d'acheter les objets jetables ou à obsolescence programmée, réparons plutôt que jeter, achetons chez les commerces de proximité, soutenons les entreprises citoyennes, branchons nous sur les mutuelles et coopératives autant que possible, là où l'on respecte le personnel et bénéficie de ses initiatives, utilisons en ville bus et metro, et quand il le faut vélos lib et auto lib. Résistons si possible aux normes et contraintes des usines et bureaux en démontrant que l'obéissance et la soumission diminuent l'efficacité de l'entreprise alors que la satisfaction et l'initiative créent la véritable compétitivité.

Contournons les interdits absurdes, sachons désobéir quand il le faut (cf. *Le petit manuel de désobéissance citoyenne* de William Bourdon, qui nous suggère de devenir des lanceurs d'alerte là où nous voyons que la course aux hyperprofits et la multi-surveillance menacent nos droits et nos libertés). Produisons là où c'est possible notre propre énergie, devenons jardiniers là où c'est possible, notamment chez les retraités. Quand nos territoires sont désér-

tifiés par la désindustrialisation et l'agriculture/élevage industrialisés, essayons de leur rendre vie fermière, artisanale, à réintroduire boulangerie et bistrot dans les villages. Cherchons l'épanouissement du Je au sein d'un ou de multiples Nous. N'oublions pas les solidarités locales, sans oublier la grande solidarité qui nous lie à tous les humains.

Nos sommets politiques et économiques ignorent tout des vies quotidiennes : ils vivent dans leur bulle et ne connaissent du monde que les chiffres de leurs experts. Faisons nos propres bulles de vie par rapport à eux.

Sachons jouir esthétiquement des merveilles de la vie et des arts. Trouvons dans le cinéma un moyen pour mieux comprendre l'humanité d'autrui, ainsi qu'un moyen de plonger dans la diversité des cultures. L'amour de la vie et du vivant est ce qui peut nous aider à nous révolter contre la cruauté du monde et des hommes.

Tout cela n'est pas nous désintéresser du sort du monde, c'est au contraire, en créant les nouvelles oasis de vie, sauvegarder tous les germes de salut dans un monde qui se croit en développement et qui est en perdition.

POLITIQUE-FICTION INACHEVÉE : LA DÉMOCRATIE EN COURS DE RÉINVENTION

Un exercice d'imagination collective et créative proposé
par Armel Le Coz et Hervé Chaygneaud-Dupuy.

Puisque nous savons que notre modèle touche à sa fin et se prépare à une période de profonds bouleversements, il nous semble essentiel (et passionnant) de nous projeter dans le futur pour tenter de dessiner ce à quoi pourrait (devrait?) ressembler la société que nous lèguerons à nos enfants et petits-enfants.

Les textes qui suivent ont été écrits à la manière d'un cadavre exquis, ou plutôt d'une série de feuilletons écrits les uns à la suite des autres par des auteurs différents avec trois points de départ :

- une date pour horizon, 2065, dans une cinquantaine d'années ;
- des personnages, nos enfants et petits-enfants : Ariane, née le 1^{er} janvier 1985 (elle aura 80 ans en 2065) ; son fils Malo, né le 4 octobre 2015 (il aura 50 ans en 2065) ; sa fille Liam, née le 22 mars 2045 (elle aura 20 ans en 2065) ; le dernier président de la République française, le premier citoyen du monde... ou tout autre personnage auquel il nous semblera bon de faire appel au fil du récit ;
- différents lieux dans le monde, par lesquels passeront ces personnages : l'Assemblée nationale et l'Élysée en France, la Commission et le Parlement en Europe, l'ONU, internet... ou tout nouveau lieu de décision, qu'il soit local, national, continental ou mondial.

Le feuilleton est inachevé... à chacun d'inventer la suite !

Des prolongations sans doute en 2016 sur Internet.



CHAPITRE 1 : 2017, LE BOULEVERSEMENT, C'EST MAINTENANT ?

France, janvier 2017. La campagne présidentielle bat son plein.

Ariane a 32 ans. Elle habite près de Lille avec son petit garçon, Malo, qui a 1 an et quelques mois. Quand on lui demande pour qui elle va voter, elle répond qu'elle s'abstiendra. Elle se définit comme une « dégoûtée de la politique », ou en tout cas, dégoûtée des formes classiques de politique et d'engagement. Pour elle, être citoyenne n'a absolument rien à voir avec le fait de mettre un bulletin dans une urne tous les 5 ans. Elle ne croit de toutes façons pas dans la capacité des principaux partis politique à changer quoi que ce soit à son quotidien. Elle considère qu'il est bien plus efficace de se bouger soi-même, d'agir directement en consommant local, en évitant d'acheter des produits fabriqués dans des pays qui ne respectent pas leurs travailleurs ou encore en s'engageant dans son association d'aide aux sans-abris. Ça, c'est du concret, bien plus que la soupe que nous vendent les principaux candidats. « *Il s me*

saoulent ! » tranche-t-elle régulièrement pour couper court aux conversations que son père essaye d'engager sur le sujet. Elle sait très bien qu'il vote à droite, que sa mère vote à gauche et que c'est l'objet de discussions fleuves et de débats stériles qui ne débouchent jamais sur rien de réaliste. « *Franchement, la gauche ou la droite, ça ne veut plus rien dire* » répète-elle pour éviter d'avoir à prendre parti. « *Moi je ne vote pas, c'est plus simple. Ça fait bien longtemps que je ne crois plus au père Noël !* ».

Vivement que cette campagne présidentielle se termine. L'élection du président l'intéresse autant que celle de Miss France. « *C'est à se demander lequel des deux a le plus de pouvoir* » en vient-elle à penser. Il y a quelques années pourtant, elle essayait de s'informer, de se forger une opinion, de comparer les programmes et d'aller voter : de faire son « devoir civique ». Aujourd'hui, elle est dégoûtée. « *Ils promettent tout et on voit bien que rien ne change vraiment. On va droit dans le mur, notre système tourne en rond et pendant ce temps, les politiques s'écharpent sur des affaires, sur des grandes valeurs théoriques ou des promesses intenable et dépassées* ».

Et pourtant, elle est persuadée que la solution devra forcément passer par un changement politique institutionnel à un moment donné. Elle sent bien que son père a raison quand il lui dit que ce n'est pas en fermant chacun son robinet lorsqu'on se brosse les dents qu'on changera le monde. Il y a un moment, il faut se mettre d'accord sur des idées, sur un plan d'action et donc faire de la politique !

Depuis quelques années, elle se dit qu'un jour « *ça va péter* », qu'il faudrait une petite révolution pour tout remettre à plat et repartir sur de bonnes bases. Elle a très peur que ce soit une période violente et difficile à vivre pour elle et son fils. Plusieurs de ses amis voteront pour Marine Le Pen parce que « *c'est la seule qu'on n'a jamais essayé* ». Certains sont tellement dans la merde qu'ils pensent que « *c'est mieux de récupérer les rennes à l'échelle nationale, de virer les étranger et d'arrêter avec cette Europe qui ne fonctionne pas* ». Ce système les met en concurrence avec des pays à bas coûts où les entreprises sont obligées de délocaliser une à une sous peine de mettre la clé sous la porte. Ils en sont les premières victimes. Ras-le-bol d'être au chômage, de galérer et de toujours courir après l'argent. « *Au pire, ça donnera un bon coup de pied dans la fourmilière* » disent d'autres. Elle n'y croit pas plus. Pour elle, Le Pen est autant dans le système que les autres. Avoir une présidente autoritaire ne fera qu'empirer la situation.

Quand on lui pose la question de l'avenir, tout lui paraît sombre. Personnellement, elle se dit qu'elle devrait réussir

à se débrouiller. Elle peut compter sur sa famille et ses amis proches. Son boulot à mi-temps ne semble pas menacé pour le moment. Même si c'est souvent galère de boucler les fins de mois correctement, elle a mis un peu d'argent de côté au cas où. Par contre, l'avenir de la France lui paraît complètement bouché. Elle est très pessimiste à court terme, même si elle se dit qu'à long terme, on finira bien par trouver un moyen de s'en sortir par le haut.

Un jour, sur Facebook, une amie lui parle d'un groupe qui propose de « hacker le système », c'est à dire de contourner les partis politiques traditionnels en votant aux présidentielles pour un candidat sans parti, qui a été tiré au sort, dont le nom ne sera révélé que la veille du vote et qui s'engage à changer radicalement le système si il est élu. En fait, il démissionnera pour être le dernier président de la 5^e République, en sachant que le système d'après fonctionnera sans président tout puissant.

La plupart des candidats essayent de « ratisser large » en présentant des programmes orientés vers des objectifs un peu flous, en proposant de changer les choses à la marge et en parlant uniquement de « grandes valeurs » à travers des slogans dans lesquels un maximum d'électeurs pourront se reconnaître. À l'inverse, ce collectif pour la transition démocratique a construit un programme très clair et précis. C'est même plus un plan d'action ou une recette de transition qu'un programme politique puisque l'essentiel porte sur le changement institutionnel, le développement d'une culture de la citoyenneté active et la manière d'assurer le fonctionnement d'une démocratie efficace.

Pour construire son programme, le collectif a tiré au sort 1000 citoyens, les a formés, leur a permis de rencontrer des experts et les a fait travailler pendant plusieurs semaines pour constituer un nouveau système cohérent de prise de décisions publiques et d'action tournée vers l'intérêt général.

Voici les grands points du programme qu'Ariane a retenus, parce-qu'ils lui paraissent particulièrement intéressants :

- Des assemblées tirées au sort pour chaque grande décision à prendre : au lieu d'élire des représentants pour 5 ou 6 ans par le suffrage universel, l'idée est de déléguer la décision à des groupes de citoyens tirés au sort spécifiquement pour prendre une décision, sur une réforme, une loi ou une action publique à mener. C'est ce qu'on appelle des « jurys citoyens ». Il est proposé que ces jurys citoyens soient informés et formés afin d'éviter que les décisions ne soient dictées par l'émotion, mais plutôt prises en faisant appel à la raison et au rationnel. Ils devront débattre et chercher à trouver un consensus.

Si le consensus n'est pas possible, ils fonctionneront par consentement (personne ne doit avoir d'objection dans le groupe) et, enfin, si vraiment le consentement est lui aussi impossible, c'est un vote majoritaire qui permettra de décider. Ce fonctionnement est considéré comme celui qui permet de prendre des décisions les plus justes, efficaces et légitimes possible. Il est donc proposé pour tous les échelons, depuis le local (dans les communes, les agglomérations, les départements et les régions) jusqu'à l'échelle nationale. L'Assemblée nationale serait donc constituée de citoyens tirés au sort pour voter chaque grande réforme. Beaucoup de citoyens deviendront alors députés ou élus locaux l'espace de quelques semaines ou quelques mois, avant de revenir à leurs activités quotidiennes. Pour permettre le fonctionnement d'un tel système, il est proposé de créer une mise à disposition citoyenne (un peu comme un congé maternité dédié à la pratique de cette citoyenneté active).

- À l'échelle nationale, en plus de l'Assemblée de jurys citoyens, qui est en perpétuel renouvellement au gré des réformes et lois à voter, il est proposé de constituer un Sénat qui permet de garder une continuité et une stabilité du pouvoir législatif. Ce Sénat serait composé de 100 représentants élus pour 8 ans avec un renouvellement d'un quart des sénateurs tous les deux ans. Leur mandat ne serait pas renouvelable, pas cumulable avec un autre mandat et les sénateurs pourraient être révoqués par décision judiciaire. La désignation de ces Sénateurs se ferait par « élection sans candidats » : Il s'agirait pour les citoyens de constituer une liste de 10 personnalités qu'ils jugent capables de siéger au Sénat. Parmi toutes ces personnes jugées capables de siéger au Sénat, ceux qui sont le moins cités par les citoyens sont retirés de la liste et ceux qui sont le plus cités aussi (ce processus permet d'éviter que des personnes fassent campagne pour être élus). Ensuite, dans la liste de plusieurs milliers de noms, un tirage au sort est effectué. Le rôle des Sénateurs serait d'abord de réaliser des propositions de lois, de réformes et d'action publique. Ensuite, le Sénat aurait aussi un rôle de contrôle du pouvoir exécutif (le gouvernement et l'administration).
- Le troisième point qui a retenu l'attention d'Ariane est la suppression de l'élection d'un président de la République au suffrage universel direct. Le gouvernement et son premier ministre seraient proposés par les sénateurs et validés par un jury citoyen tiré au sort (selon le fonctionnement de la nouvelle Assemblée nationale).

Beaucoup d'autres propositions sont portées par ce collectif pour la transition démocratique, dans l'objectif de changer en profondeur le fonctionnement du système politique français et européen. C'est la première fois qu'Ariane a l'im-

pression d'avoir à faire à une véritable vision politique. Une vision pour le XXI^e siècle.

Même si elle se doute bien que ce collectif (qui fait des propositions qui vont très loin) ne sera sûrement pas élu en 2017, elle souhaite soutenir cette idée de ré-inventer les institutions françaises et européennes en profondeur.

D'ailleurs, les membres du collectif eux-mêmes sont assez lucides sur leurs très faibles chances de remporter l'élection présidentielle. Ils agissent d'abord pour que le principe de renouveau démocratique soit au cœur du débat public durant la campagne présidentielle.

Mais le collectif a aussi une stratégie plus réaliste : celle de faire élire un petit groupe de « députés augmentés » à l'Assemblée nationale en 2017. Ils proposent ainsi à tout citoyen de se porter candidat pour être tiré au sort dans sa circonscription afin de représenter le collectif lors des élections législatives de 2017. Si ce citoyen est élu, il s'engage à porter à l'Assemblée nationale les lois, propositions et décisions qui auront été prises en amont par un jury citoyen statuant sur la décision à prendre. C'est une manière de faire la preuve dès 2017 que ce système est plus efficace que celui de la 5^e République, une manière de « hacker » le système existant et de commencer à installer le nouveau logiciel démocratique à l'Assemblée.

Du coup, Ariane se propose sur Facebook pour être tirée au sort comme députée augmentée. C'est de cette manière que la vie de cette jeune mère de 32 ans va être complètement bouleversée...

ÉCRIT PAR ARMEL LE COZ



CHAPITRE 2 : « HACKER L'ASSEMBLÉE NATIONALE ? : D'ACCORD ! »

Ariane se surprend elle-même de cette décision. Elle se sent libérée. Libérée de ne plus avoir à regarder vers le haut pour attendre en vain des réponses, des espoirs. Enfin. Ne plus subir, impuissante, le triste spectacle offert par des politiciens focalisés sur leurs trajectoires personnelles. La pauvreté du débat démocratique signifiant à lui tout seul, sans qu'ils ne s'en rendent compte vraiment ou ne veuillent même l'admettre, l'extinction progressive des partis traditionnels.

C'est vrai, elle ne faisait plus attention à tous les visages sur les panneaux électoraux.

Et puis les législatives comptent pour du beurre depuis qu'elles suivent directement les présidentielles. Elles ont disparu en tant qu'élection, elles ne sont plus qu'une validation de la Star Academy présidentielle. La question posée depuis 2002 se résumait à « pour ou contre la majorité présidentielle ». Vidant totalement de sa substance le rôle de l'Assemblée nationale qui est de contrôler le gouvernement et de voter les lois. Depuis, le statut des députés est affaibli. Pourtant quel extraordinaire challenge que de reprendre corps face au Président de la République, quel qu'il soit. Pas d'adhésion de députés godillots comme la majorité, pas d'opposition stérile parce qu'il vient de l'autre camp, non, remettre de l'intelligence collective, de la réflexion débarassée des postures politiciennes, et du débat sur chaque texte de loi. Terminé le chèque en blanc pendant 5 ans ! Ariane se dit que si cette offre politique nouvelle existe, elle aimera accomplir son devoir citoyen, reprendre le chemin de son bureau de vote dans l'école primaire de son quartier. Elle emmènera Malo avec fierté dans l'isoloir pour lui transmettre ce geste du vote pour lequel tant de femmes et d'hommes sont morts, à la place de la colère, de la honte,

du vote par défaut ou du renoncement qu'elle ressent depuis tant d'années. Elle qui fait partie de ces citoyens de la zone grise. Celle des inscrits qui s'abstiennent ou qui votent blanc.

Elle se déclare, un soir après le dîner, partante pour tenter l'aventure. De toutes les façons, il faut tenter. Essayer. C'est le moment. Sur les réseaux sociaux, elle annonce à ses proches :

« Oui j'ai envie que nous, citoyens, nous prenions notre place à la table des décisions. Je suis candidate pour les législatives de 2017. J'accepte par ce message de me former avec tous les autres femmes et hommes qui partagent mon envie pour nous réapproprier ce lieu qu'est l'Assemblée nationale, la Maison du Peuple, notre maison. Je ne pars pas à la conquête du pouvoir pour moi, puisque je sais qu'un tirage au sort désignera les candidats. Si je suis désignée, je serai heureuse de me mettre en disponibilité, mais ce qui compte vraiment, c'est que certaines et certains d'entre nous gagnent quelques sièges pour expérimenter la démocratie avec des outils du XXI^e siècle. Si je ne suis pas désignée, je participerai quoiqu'il arrive à cette aventure : celle de la réappropriation du bien commun qu'est la démocratie. »

Elle sent qu'elle est en train de réaliser un acte important, fondateur, un acte de naissance politique, mais elle ne ressent pas de peur. Elle sent une sérénité l'envahir, celle de la cohérence, celle de la liberté de choisir.

Il est 22h.

22h02. Son petit cousin de 21 ans poste sur son mur Facebook : « je viens de regarder sur Wikipedia, on peut être candidat député à partir de 18 ans, cool ».

22h03. Les premiers like et RT arrivent. Alors que ses amis se disaient complètement dépolitisés, écœurés par la politique, les habitués de la Zone Grise, elle reçoit des dizaines de messages de copines, de collègues, de sa famille qui l'encouragent, la soutiennent, certains se déclarent même volontaires pour tenter l'expérience ! Son téléphone sonne le lendemain matin, « comment aider », « comment participer », « qui contacter » ?

Les jours suivants, les candidatures affluent de partout sur internet. Une envie collective émerge. Des femmes, des hommes de toutes origines disent : « Je suis partant, si je suis tiré au sort, pour passer les 5 prochaines années de ma vie dans cet hémicycle suivant les règles que nous déciderons collectivement, d'autres règles que celles en vigueur aujourd'hui au Palais Bourbon. »

En même temps que les candidatures se déclarent, un groupe de volontaires, un instituteur, une postière, deux historiennes, des équipes de designers, de développeurs, un infirmier, un chauffeur de taxi se mobilisent pour participer et apporter leur pierre à ce nouvel édifice collectif. Créer les outils de formation des candidats volontaires. Il est décidé de créer un MOOC (cours en ligne). Cette formation à distance comporte différents modules : « Qu'est ce que l'Assemblée nationale ? », « Quel est le rôle du député ? », « Quel est le chemin de la loi ? », « Quel sera le rôle de ce député augmenté ? », « Quel sera son cadre d'intervention et ses engagements ? », « Quelles seront ses moyens, indemnités pour accomplir son mandat ? ». Un simple cours d'éducation civique 3.0. Et vu le succès du premier module, tant pour celles et ceux qui le co-construisent que pour celles et ceux qui reçoivent la formation, on comprend l'immense soif d'apprendre, le besoin criant de nourrir son engagement pour la cité.

D'autres citoyens montent spontanément le chantier d'une plateforme de vote et de débat qui permettra aux citoyens de participer au débat des lois et à la prise de décisions. Ce groupe réunit des formatrices en intelligence collective, développeurs, sociologues, communicants, philosophes, biologistes, graphistes, et des simples usagers de plateformes internet de cuisine, de petites annonces. Cette petite équipe se connecte avec des centaines d'équipes dans le monde qui expérimentent et mettent en oeuvre des outils similaires. Ils découvrent que leur soif de démocratie est partagée par des millions de citoyens dans le monde.

En Argentine, en Australie, en Islande, en Irlande, en Allemagne, au Brésil, au Mexique, dans des villages en France, partout des initiatives ont émergé ces dernières années, s'inspirant les unes des autres, depuis la Grèce Antique jusqu'à aujourd'hui, les gens veulent vivre la démocratie. Ils veulent définir les règles du jeu du vivre ensemble. Entrer dans le jeu. Prendre en main leur destin. Et partout le même sentiment, c'est une question de fierté. De dignité.

Alors que l'idée émerge à peine, des cafés citoyens ont lieu dans les amphithéâtres, dans les bistros. Les MOOCs sont partagés, discutés. La plateforme testée par petits groupes. Complètement sous le radar des partis politiques traditionnels, des médias classiques et des instituts de sondage, des femmes et des hommes se saisissent de cette idée et se préparent à prendre leurs responsabilités de manière individuelle et collective. Ils apprennent à se réunir, à débattre, à voter, ils expérimentent de nouvelles méthodes pour faire émerger l'intelligence collective, la coopération. Ils découvrent que la démocratie, ça s'apprend, ça se pratique.

Ce ne sont pas les règles du jeu qu'ils veulent changer, c'est le jeu, pour reprendre André Breton. Pour cela pas besoin de révolution, de l'expérimentation. Et ce qui compte plus que le résultat dans cette expérience, c'est le chemin pour construire cette voie nouvelle de cet objet politique non identifié. Quels rapports avec l'argent, les médias, la hiérarchie, l'égo, les lobbies ?

Tout repenser. Savoir ce que nous ne voulons plus, nous les gens, nous les citoyens, et inventer d'autres chemins. Accepter de se planter. Accueillir la différence de l'autre comme un cadeau, comme une richesse. Essayer. Apprendre de ses échecs. Se relever les uns les autres. Tant de choses qui n'ont pas leur place dans le parcours politique traditionnel. Oui, si Ariane et les femmes et les hommes se sont levés, sans aucun mot d'ordre venu d'en haut, c'est aussi par amour d'être ensemble, de se projeter ensemble. Ce qu'ils font chaque jour dans les conseils d'école, d'entreprises, d'associations, pourquoi ne seraient-ils pas capables de le faire à l'Assemblée nationale ? Identifier des problèmes, sourcer des solutions et décider ensemble ? Partout les citoyens trouvent eux-mêmes des solutions pour vivre ensemble.

Ariane croise ce soir une voisine qui a entendu parler de sa candidature. Elle s'appelle Karima. elle a 26 ans. Elle est chercheuse en agro-écologie. Pour des raisons professionnelles, Karima réside aujourd'hui en France, elle a vécu les révolutions arabes. Chaque soir elle se connecte, anxieuse et pleine d'espoir, avec ses amis qui participent à la mise en oeuvre de la démocratie dans leur pays. Elle sait que les chemins de la démocratie sont émancipateurs et semés d'embûches, que les outils du XXI^e siècle sont des formidables accélérateurs d'initiatives des peuples mais comportent aussi des risques. Certains de ses amis blogueurs ont été en prison. La soif de démocratie des citoyens se butte à des résistances, fortes, de l'Ancien Monde. Des Lumières au Printemps Arabe, les mains se tendent au delà des frontières, les expériences se partagent et s'enrichissent. Avec Ariane, elles organisent toutes deux une réunion dans la maison des associations du quartier.

ÉCRIT PAR QUITTERIE DE VILLEPIN



CHAPITRE 3 : LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE TUNISIENNE PASSERA PAR LA JEUNESSE CONNECTÉE !

France, mars 2017.

Ariane et Karima sont heureuses de voir la maison des associations de leur quartier faire salle comble. Les riverains se sont déplacés en nombre pour échanger ensemble sur une nouvelle voie politique, porteuse d'espoir, réintégrant le citoyen au cœur des décisions politiques.

Karima avait 20 ans quand son pays, la Tunisie, s'est soulevé contre le régime en place. Naissait alors une toute jeune démocratie et avec elle, la volonté du peuple de prendre place à la table des décisions. Ce soir, elle témoigne de son vécu.

« Bonsoir à tous ! Nous sommes réunis dans cette salle ce soir car chacun de nous désire prendre part à la politique de son pays. Et cette volonté qui nous anime, si elle nous tient vraiment au corps, nous avons le devoir de l'entretenir afin de ré-enchanter la démocratie. »

Ne cédon pas au défaitisme, ne croyons pas que « le système est comme ça, qu'on ne pourra rien changer ». Partout dans le monde, des citoyens se regroupent sur Internet et donnent naissance à des collectifs qui soutiennent l'idée d'une démocratie participative. Ils inventent des outils accessibles à tous, qui contribuent à redonner du pouvoir au peuple.

Il y a 6 ans déjà, la Tunisie vivait sa révolution. Ce soir, je vais vous raconter comment Internet, nous a permis à mes amis et moi de nous rassembler, de nous informer, de nous exprimer et de descendre dans la rue. Entendez bien, notre

révolution n'est pas due à l'action des seuls internautes et cyber activistes. En revanche, Internet a été pour moi un véritable outil de mobilisation. Aujourd'hui il permet de militer pour une démocratie ouverte et une transparence dans le fonctionnement de nos institutions.

Ne l'oublions pas, la transition démocratique est souvent longue, semée d'embûches et fait face à de fortes résistances. L'histoire montre malheureusement que les révolutions menées par le peuple n'aboutissent pas toujours à des démocraties. Notre pays, la Tunisie, est en pleine transition. Notre démocratie est encore jeune et a été plusieurs fois ébranlée par des attentats terroristes. Cette transition que nous vivons est porteuse d'espoir pour la jeunesse tunisienne connectée. Pourtant, encore aujourd'hui, elle ne se sent pas représentée par les partis politiques au pouvoir.

C'est pourquoi, la jeunesse tunisienne est à l'initiative de nombreuses actions prenant place en ligne et œuvrant pour un gouvernement transparent. Elle souhaite être entendue, participer et avoir une influence sur le cours que prendra cette démocratie naissante.

Avant la révolution, avec le gouvernement Ben Ali, nous avons vécu de nombreuses années de censure. Les sites, les blogs, les réseaux sociaux étaient contrôlés. Notre accès à Internet était limité, pourtant cela n'a pas empêché les cyber activistes d'être présents et de s'exprimer sur le web. Pour contourner la censure, ils déployaient des idées ingénieuses pour que chacun puisse avoir accès à l'information. Certains ont été menacés, emprisonnés, torturés. D'autres opéraient depuis l'étranger, faisant partie de la diaspora.

En 2008, la Tunisie a été secouée par la révolte du bassin minier de Gafsa. Partant de revendications socioprofessionnelles, la révolte a rapidement pris une dimension politique, ébranlant le régime Ben Ali. Absent sur les médias officiels, le mouvement a été rendu public par Internet, grâce à des vidéos filmées par les militants et diffusées par les cyber-activistes. Mais c'est en 2010 que le web s'est embrasé, à la suite de l'immolation de Mohamed Bouaziz, un jeune chômeur de Sidi Bouzid. Et c'est tout le peuple tunisien qui s'est soulevé. Les citoyens se sont emparés des réseaux sociaux. Facebook et Twitter ont joué un rôle important dans la mobilisation citoyenne et révolutionnaire. Internet donnait aux tunisiens du pouvoir. Clairement, on se sentait tous capable de changer les choses. En quelques jours, c'en était fini de l'ère Ben Ali.

Nous expérimentons à grande échelle un nouveau mode de communication, nous essayant pour la première fois au commentaire et à l'analyse de l'actualité aux yeux de

tous. Nombre de pages Facebook et de comptes Twitter se sont créés, de nouveaux sites d'information naissent chaque jour et nous pouvions enfin mettre un visage sur des blogueurs auparavant clandestins.

Rapidement, le pays s'est mobilisé pour l'élection d'une Assemblée constituante, chargée de réécrire la Constitution tunisienne. En quelques semaines, les partis politiques se sont créés et se sont organisés pour faire campagne. Les citoyens allaient vivre leur première élection démocratique. Un moment historique ! On pouvait sentir dans l'air une énergie débordante.

Mais dans le même temps, j'entendais chez mes amis une certaine forme de désarroi. Eux qui étaient entrés en guerre contre la censure, qui avaient été très actifs sur les médias sociaux, ne se sentaient pas représentés parmi les différents partis politiques qui s'étaient créés. C'était délirant. Le pays était passé d'une dictature, à plus d'une centaine de partis politiques. Sans programmes et créés à la hâte, les partis dont les citoyens entendaient le plus parler, étaient ceux dont les membres avaient un certain pouvoir qu'il soit médiatique, religieux ou financier.

Des questions et des rumeurs accompagnaient ces nouvelles formations politiques. Elles traduisaient notre méfiance face à certains partis démontrant une opacité. Nous voulions de la transparence !

À l'heure où l'on annonçait les résultats de l'élection, les tunisiens souhaitant prendre part à la politique de leur pays se sont constitués en collectifs et associations. Pas question de laisser les élus rédiger une constitution sans rendre des comptes aux citoyens ! Les initiatives et actions citoyennes ont été très nombreuses dans le pays. Leur but était d'inciter l'Assemblée nationale constituante à faire preuve de transparence et d'ouverture au public tout au long du processus de rédaction de la Constitution. C'était les débuts de ce qu'on appelle « L'open Gov » tunisienne. Le travail des commissions devait être public et les rapports publiés sur le site Internet de l'Assemblée.

À titre d'exemple, car il existe de nombreux collectifs citoyens, je souhaite vous parler de l'ONG Al Bawsala qui, selon moi, représente bien cette volonté de rendre l'action publique accessible aux citoyens via Internet.

L'ONG a imaginé et mis à la disposition des citoyens plusieurs plateformes en ligne. Elles offrent un accès aux informations liées à l'exercice politique de leurs élus. Leur premier coup d'essai a été L'Observatoire de l'Assemblée nationale constituante. En étant présente dans toutes les

commissions et séances plénières, l'ONG a rendu public dans le détail de tout ce qu'il se passait au sein de l'hémicycle. Toutes les informations se retrouvaient en ligne. Pour pousser les députés à être présents et assidus, l'ONG les a classés comme à l'école, du premier au dernier. Elle a aussi assisté les députés pour rédiger les textes de loi.

Puis l'ONG s'est attaquée au budget de l'État en donnant accès aux ressources budgétaires, aux dépenses des ministères, de la Présidence et du pouvoir législatif. Plus tard ce fut au tour des municipalités, avec la mise en place d'un observatoire des activités municipales. Imaginez ! L'ONG a créé un indice de transparence et a classé les municipalités selon cet indice. Enfin, l'ONG œuvre quotidiennement pour que les citoyens prennent part aux décisions locales. Elle a donc créé une application, accessible via smartphone et tablette, qui affiche des données en temps réel sur les activités de chacune des municipalités.

Aujourd'hui, en 2017, ces actions citoyennes tunisiennes s'appuyant sur l'outil Internet ont un succès incontesté. En France aussi, de nombreuses actions et plateformes en ligne ont vu le jour. L'OpenGov a été largement discuté et mis en avant pendant la campagne présidentielle. Des collectifs ont gagné en visibilité et se sont imposés dans le paysage médiatique. Des idées innovantes foisonnent et Internet est là pour les soutenir. Profitez de cette émulation pour proposer votre nouvelle voie démocratique ! »

Ariane et Karima ressortent grisées de la réunion. Et si le projet un peu fou pour lequel s'est engagée Ariane, celui de hacker l'Assemblée Nationale, pouvait devenir réalité ? Lors de la réunion, elles rencontrent Marion, 25 ans, étudiante en année de césure. Elle a sillonné le monde dans le but de réaliser un documentaire sur ces citoyens qui ont décidé de prendre part à l'avenir politique de leur pays. Marion leur propose d'assister à la projection du documentaire à Paris. Seront présents les protagonistes du film, des élus et des membres de collectifs citoyens français. Autant de personnes aussi passionnées et mobilisées qu'elles.

ÉCRIT PAR : SARAH MAACHI



CHAPITRE 4 : LES EXPLORATEURS

Marion est un peu nerveuse. La salle est quasi comble et la cacophonie des bavardages de la salle est impressionnante.

Les fonctionnaires en costard-cravate (des hommes dans leur cinquantaine pour la plupart) côtoient de jeunes prodiges de l'informatique, des entrepreneurs sociaux, des bénévoles associatifs et quelques citoyens curieux. Voilà un premier défi de relever, se dit-elle : réunir tous ces mondes qui s'ignorent trop souvent. Il y a seulement 2 ans, cela aurait été peu probable. Ces explorateurs cherchaient isolément de nouvelles manières d'agir en démocratie.

Marion elle est convaincue que le salut viendrait de la prise de conscience collective que la démocratie est plurielle et multiforme et qu'il n'y a pas une seule solution. De nouveaux outils, de nouvelles institutions, de nouvelles pratiques doivent être imaginées qui reconfigureront le rôle de chacun : élus, citoyens, médias. C'est donc un plaisir pour la jeune documentariste de voir le petit cinéma du 18^e arrondissement de Paris se remplir des tenants de la démocratie numérique, de militants de l'action sociale, et d'institutionnels pensant en dehors des sentiers battus. Tous ces gens qui a leur manière sont en train d'expérimenter la démocratie de demain.

La jeune femme toussote timidement dans le micro. Heureusement, les lumières que vient d'éteindre le technicien font le reste du travail : le désordre cède la place à un silence studieux.

Marion prend une profonde inspiration et se lance. « *J'aimerais vous raconter ce qui m'a poussé à entreprendre ce projet* ». Cela lui paraît si loin, et pourtant elle se rappelle avec force ce mois de mai 2014. Ce jour-là deux forces principales dominent la France aux élections européennes : l'abstention et l'extrême droite. Le message renvoyé est terriblement inquiétant. « *À 22 ans, c'est la douche froide pour moi. Où étaient les rêves ? L'envie d'évoluer vers un destin collectif de progrès ? D'innovation ?* », s'exclame Marion en s'adressant au public. Dans la salle Ariane se souvient aussi de cet épisode. Elle avait voté sans conviction pour la liste socialiste « pour éviter le pire ».

« Voyez un peu cela, poursuit Marion. Dans le champ économique nous, citoyens et entrepreneurs inventons chaque jour de nouvelles solutions pour répondre aux défis de notre temps. Nous contribuons à relocaliser l'activité et portons de plus en plus notre consommation sur des choix éthiques respectueux de l'environnement et des hommes. Nous imaginons de nouveaux modèles collaboratifs et ouverts qui ont radicalement transformé la façon dont nous produisons et consommons l'information et les contenus éducatifs grâce à internet. La société du XXI^e siècle est en pleine ébullition ! Et pourtant la politique, elle, semble bien se moquer de ce monde qui change.

Est-il possible que la politique n'ait à ce point pas changé en plus de 200 ans ? Il me semble que c'est tout le contraire... Les communautés politiques se reconfigurent : devenant à la fois plus locales pour exiger des changements concrets dans lesquels chacun puissent jouer sa part, et à la fois plus globales pour relever des défis d'envergure ! Internet bouscule la façon dont nous nous informons et communiquons et renforce notre capacité à participer à des débats de plus en plus complexes. L'évolution du monde professionnel et la recherche de sens au travail incitent de plus en plus d'entre nous à s'engager au sein de projets impactant pour la société. Nous sommes de plus en plus exigeants envers notre démocratie et de plus en plus capables d'y contribuer !

Les partis se désolent chaque jour de la désertion de leurs militants et de nombreux analystes constatent une forme de fatigue démocratique. Mais la faute n'est pas à faire porter aux millions de français qui n'y croient plus. La politique dans sa forme actuelle ne correspond tout simplement plus aux attentes et aux capacités des citoyens du XXI^e siècle. Ce jour de mai, j'ai donc pensé qu'on ne pouvait plus rester les bras croisés. J'ai décidé d'aller à la rencontre des nombreux « défricheurs » démocratiques dont on ne parlait jamais et qui imaginent et expérimentent avec succès des solutions et des propositions concrètes pour réveiller la démocratie : collectifs de citoyens, chercheurs, députés, élus locaux, Je vous propose ce soir de vous immerger aussi dans cet incroyable champ d'inventivité qui existe en politique. Rome ne s'est pas faite en un jour, mais les bâtisseurs s'activent d'ores et déjà, je peux vous l'assurer ! »

Le technicien ne tarde pas à lancer le documentaire, couvrant déjà les applaudissements d'approbation. Marion va pouvoir souffler une heure et replonger avec plaisir dans ces deux années d'aventure au cœur de révolutions démocratiques exaltantes.

À l'écran apparaît une jeune femme, souriante et aux yeux pétillants d'intelligence. En plein cœur d'une favela de la zone Nord de Rio, la jeune brésilienne élégamment vêtue dénote avec le vacarme ambiant. Derrière elle se dresse

une école primaire, comme pendue à la colline. La vue d'ici est époustouflante sur la plus grande forêt urbaine du monde ! Sur les grilles de l'école se balancent encore les banderoles décorées de mains d'enfants qui accompagnèrent une année de lutte par la communauté. La jeune femme sourit à la caméra. Elle a fondé il y a quelques années l'association « MeuRio », un réseau composé de 200 000 personnes à Rio. « *L'idée est simple, explique Alessandra. Comme le dit bien un célèbre proverbe populaire brésilien : "les politiciens c'est comme les haricots, ils ne sont bons que sous pression". Ainsi, il fallait donc imaginer un moyen pour les habitants de Rio d'exercer leur "vigilance citoyenne". L'association propose donc aux habitants de Rio de s'engager dans des mobilisations d'ampleur pour construire une ville plus équitable qui leur ressemble. Chacun devient un potentiel lanceur d'alerte et peut proposer aux autres membres de la communauté de se mobiliser sur un sujet. L'équipe de MeuRio identifie les mobilisations présentant le plus fort potentiel de réussite et d'inspiration et propose aux membres des outils adaptés et innovants pour agir efficacement.* »

L'école qui se dresse derrière Alessandra était il y a quelques années menacée de démolition afin d'y construire un parking en prévision de la coupe du monde. « *L'équipe de MeuRio en quelques semaines, construit un nouvel outil formidablement innovant et adapté à l'enjeu. Une plateforme internet connectée 24/24 à une webcam positionnée sur le toit d'un couple de retraités du quartier donne la possibilité de surveiller en permanence l'école. Cette nouvelle technologie permet d'organiser l'occupation. Impossible en effet d'envisager prendre directement possession des lieux en permanence avec des parents pour la plupart employés et des enfants âgés de moins de 12 ans. Pendant un an, 17 000 "veilleurs bénévoles" ayant accepté de laisser leurs coordonnées et de se rendre disponibles en cas d'alerte vont défendre l'école. N'importe quel membre de la communauté pouvait lancer l'alerte et un sms était automatiquement envoyé à l'ensemble des veilleurs. L'école ne fut pas démolie. Cette expérience change radicalement le coût d'entrée de la mobilisation politique, explique Alessandra. Plus besoin d'être un féru de manifestations ni un privilégié de l'information politique pour s'engager pour sa ville.* »

En France, en Islande, en Irlande, le film emmène le public au cœur d'expériences politiques tout aussi étonnantes : des constitutions réécrites par des citoyens tirés au sort, des députés qui s'essayent à écrire la loi avec leurs électeurs, des citoyens qui se mobilisent pour porter des débats progressistes sur la scène politique... et un monde qui change. À la fin de la projection, Ariane est enthousiaste. Elle se dit qu'elle participe de ce changement en profondeur et que l'expérience qu'elle va vivre est complète : l'usage d'une

technologie innovante au service d'une pratique différente du rôle de député, au cœur de l'institution ! L'expérience s'annonce passionnante et sans doute... déroutante.

Marion conclut : « *la politique d'aujourd'hui a cruellement besoin de sang neuf. Il ne s'agit pas de coller quelques rustines mais de réinventer les outils, les méthodes et les rôles de chacun dans la démocratie.* »

Une jeune femme dans la salle se lève et prend la parole. « *Bonjour à tous. Je m'appelle Marta et j'habite à Madrid. Merci pour ce beau témoignage d'espoir. Nous avons déjà parcouru un long chemin collectivement. La victoire de Podemos aux dernières élections générales espagnoles de décembre 2015 fut sans doute un des premiers marqueurs forts. En France vous attendez aussi dans les prochains mois d'importantes élections. Mais je voudrais dire que partout dans le monde nous avons vu des élections présidentielles mobiliser une grande énergie et puis apporter la désillusion. Le problème, c'est cette idée qu'il existerait un homme politique prophète. Or bien souvent le candidat est ce qui compte le moins dans ces campagnes. Aussi vite élu, aussi vite détesté et aussi vite débouté, aussi vite oublié. Quel gâchis de centraliser toute l'énergie politique sur un cycle électoral ! Ce qu'il faut, c'est créer les possibilités pour que les gens puissent se mobiliser sur la durée, au service de causes communes qui leur tiennent à cœur. La politique ne peut être restreinte à une élection tous les 5 ans. Un parti et un candidat – aussi inspirants et novateurs soient-ils – ne pourront seuls amener le changement. Et les réseaux sociaux ont sans doute quelque chose à jouer pour organiser cette politique au quotidien* », s'enthousiasme la jeune femme !

À la fin de la projection Ariane se dirige vers Marion pour la féliciter de son travail et de l'énergie qu'elle transporte. À côté d'elle se tient la jeune femme espagnole qui était apparue à la fin du documentaire. Les présentations ne tardent pas à être faites, au plus grand plaisir d'Ariane. Marta partage avec Ariane et Marion sa conviction que la vitalité de la société civile espagnole, qui s'est organisée et engagée dans de nombreuses actions de changement et d'innovation sociale, est une des clés de réussite essentielles de l'arrivée au pouvoir de Podemos et du changement politique en Espagne. Convaincue de cela, Marta travaille aujourd'hui avec une petite équipe de développeurs sur un outil numérique révolutionnaire pour organiser le potentiel d'engagement et de vigilance des citoyens.

ÉCRIT PAR ELISA LEWIS

CONTRIBUTEURS



Hugues BAZIN

Hugues est chercheur indépendant en sciences sociales depuis 1993. Ancien professionnel du champ social puis diplômé de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales en anthropologie et sociologie, il synthétise dans son parcours ces deux dimensions, sociale et scientifique, dans une démarche de recherche-action auprès de populations et d'espaces sociaux dont les problématiques restent bien souvent dans l'angle mort de la connaissance. En 2002, il crée le Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action et la plate-forme Internet www.recherche-action.fr devenue, en tant que pôle de ressources, un élément de référence en ce domaine.



Hervé CHAYGNEAUD-DUPUY

Consultant en ingénierie et en communication du développement durable, Hervé se définit avant tout comme un innovateur sociétal. Il accompagne les entreprises et les collectivités dans leur dialogue avec la société. Il a créé et animé les Ateliers de la Citoyenneté (AdC), association pour le développement d'une citoyenneté entreprenante de 2002 à 2011. Il poursuit cet engagement au service d'un renouvellement des pratiques démocratiques au travers de projets multiples, dont celui du Laboratoire de la Transition Démocratique. Il anime un blog : persopolitique.fr
Ouvrage à paraître en février 2016 : *Citoyen pour quoi faire ? construire une démocratie sociétale*, Chronique sociale.



Guillaume COTI

Guillaume a commencé son activité professionnelle comme Directeur de l'association J2P, gestionnaire d'un centre social culturel dans le 19^e arrondissement de Paris. Il est devenu coordinateur national du collectif Pouvoir d'Agir créé en juin 2010 à l'initiative de réseaux agissant dans des quartiers populaires pour développer un « empowerment à la française ». Il est également enseignant vacataire à l'Université de Villetaneuse Paris XIII.



Colette DESBOIS

Colette a longtemps travaillé autour des questions RH, management et organisation du travail avant de se spécialiser sur les relations sociales et la médiation. Elle a été une des animatrices des Ateliers de la Citoyenneté de 2002 à 2007. Après une année de reprise d'études sur les questions d'éthique et de développement durable pendant lequel elle s'investira sur le projet du Laboratoire de la Transition Démocratique, elle décide de s'octroyer une pause en travaillant à temps partiel dans le réseau Biocoop. Elle est ainsi très engagée dans la conception et la réalisation d'un projet d'habitat participatif avec un mode de gouvernance qui s'apparente à la sociocratie et qui se base sur la discussion et la prise de décisions par consentement.



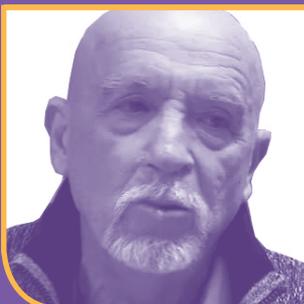
Philippe DUJARDIN

Philippe est politologue. Il a exercé la fonction de conseiller scientifique de la direction de la prospective de la communauté urbaine de Lyon. C'est à la faveur de cette mission qu'il fait paraître, en 2009, dans la revue *Sens public*, l'essai d'anthropologie politique *De quoi sommes-nous contemporains ?* Dans *La chose publique* (*Chronique sociale*), il use de la trame interprétative proposée dans cet essai, mais il en adapte l'argument et l'expose dans un langage familier. Cette fable a donné naissance à un projet artistique et citoyen mené par le théâtre des Célestins de Lyon avec des collégiens de Vaulx-en-Velin.



Olivier FREROT

Olivier a fait des études scientifiques (École polytechnique et École nationale des Ponts et Chaussées). Il entre au ministère de l'Équipement en 1985. Il a des responsabilités managériales dans différentes directions départementales de l'Équipement. Il a dirigé l'Agence d'urbanisme de Lyon. Il est actuellement vice-recteur en charge du développement à l'Université catholique de Lyon. Il s'appuie de plus en plus sur la philosophie et la poésie pour imaginer les nouvelles manières de faire société. Il est l'auteur de *Nos institutions publiques à bout de souffle* et de *Solidarités émergentes - Institutions en germe* (*Chronique sociale*).



Jacques ION

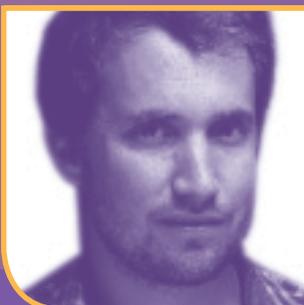
Jacques est sociologue, directeur de recherches au CNRS. Il a écrit de nombreux ouvrages sur le militantisme contemporain, fort de ses nombreuses enquêtes ethnographiques et participatives au sein du monde associatif et de divers mouvements de mobilisation. Il est un de ceux qui ont le mieux vu les transformations en cours des modes d'engagement, bien loin des discours alarmistes sur la fin des engagements. Dernier ouvrage paru : *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2013



Michel LALLEMENT

Michel, ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan, est professeur du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire d'Analyse sociologique du travail, de l'emploi et des organisations et membre du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNRS). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la sociologie du travail. Il a présidé l'association La Clenche de 2001 à 2012.

Dernier ouvrage paru : *L'âge du faire, hacking, travail, anarchie*, La couleur des idées, Seuil 2015



Armel LE COZ

Designer, co-fondateur de Démocratie Ouverte, Armel s'engage au quotidien pour des démocraties plus transparentes, plus participatives, plus coopératives. Formé aux métiers de l'innovation en France et au Canada, Armel s'est intéressé aux questions démocratiques en partant des modèles émergents du partage et de « l'ouvert » : OpenGov, OpenData, Économie collaborative, Peer-To-Peer... Durant les élections municipales de 2014, il est parti 6 mois sur les routes de France à la rencontre des citoyens et des maires innovants. Il a conçu puis animé le programme Territoires Hautement Citoyens, expérimenté à Mulhouse.



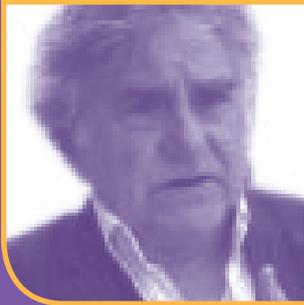
Éliisa LEWIS

Elisa a accompagné la création et le développement de projets d'entrepreneuriat social au sein du collectif Odyssem. Depuis quelques mois, elle s'est engagée dans un tour du monde et la réalisation d'un livre sur les expériences d'innovation démocratique qui dessinent les tendances de la politique de demain. Elle souhaite contribuer à la diffusion d'une culture positive et créative de la politique, au service d'une transition démocratique en profondeur, en phase avec la société du XXI^e siècle.



Sarah MAACHI

Directrice conseil digital, Sarah a eu la chance d'accompagner de nombreuses entreprises dans les domaines de la communication, du marketing digital et de l'innovation. C'est au cours d'une mission politique en Tunisie, alors en pleine révolution, qu'elle découvre la communication politique et se spécialise plus tard dans la défense des intérêts d'entreprises et de dirigeants sur Internet. Depuis peu elle s'intéresse à l'open data et a rejoint un collectif citoyen français qui participe à la transition démocratique.



André MICOUD

André, sociologue, est directeur de recherche honoraire du CNRS (Centre Max Weber, Saint-Étienne). Il travaille à essayer de comprendre la mutation des espaces ruraux saisis par les mouvements sociaux de protection du vivant (réserves, parcs et espaces naturels, rapports aux animaux, biodiversité, etc.). Dernières publications : *L'incroyable pusillanimité de la sociologie française à l'endroit de la question écologique*, in Lionel Charles et al. (dir.), *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne* (L'Harmattan, 2014) ; *Quels temps faisons-nous ? Conversation avec Philippe Dujardin et André Micoud* (La Passe du Vent, 2013).



Pascale PUECHAVY

Pascale s'est progressivement éloignée de la militance associative de gauche au sein de laquelle elle menait des actions collectives depuis plusieurs années. « *J'en étais arrivée à ne plus me reconnaître dans cette culture, brandissant haut l'idéal d'égalité, si sûre d'elle-même et de la justesse de ses intentions que l'action, le plus souvent en réaction "contre" tient lieu de pensée* ». C'est la raison de son engagement total au sein des Ateliers de la Citoyenneté. Elle mène ensuite avec Frank Miyet un projet de magazine multimédia, « Le Milieu du Rhône », pour donner la parole à des femmes et des hommes qui ont œuvré ou œuvrent sur les rives du fleuve.



Maud RICHEL

Après 6 ans d'expérience en tant que consultante en marketing, une certaine « quête de sens » a amenée Maud à explorer de nouveaux modèles économiques et de nouvelles façons de travailler ensemble, créatives, respectueuses de l'individu et favorisant l'intelligence collective. Local connector de la communauté OuiShare à Rouen, elle est également consultante indépendante dans le domaine de l'économie et des organisations collaboratives.



Élisabeth SENEGAS

Ancienne nageuse de compétition, Élisabeth a opté pour le travail social et la formation. D'abord formatrice en français langue étrangère, elle évolue, du fait de la demande, vers l'insertion professionnelle. En rupture avec le système institutionnel, elle crée l'association Entr'Actifs à Voiron, qui aide à l'insertion sociale de façon alternative. Elle monte ensuite son salon de thé « La Causerie », lieu de rencontre et de débat au centre de Grenoble. La Chimère Citoyenne est son nouveau projet d'innovation sociale, synthèse de tout ce qu'elle a porté jusque-là qu'elle a imaginé après avoir été sollicitée par le Conseil départemental de l'Isère.



Quitterie de VILLEPIN

Au début des années 2000, Quitterie crée des campagnes de communication pour des ONG (Max Haavelar, Greenpeace, les Amis de la Terre...) dans les universités françaises. Elle s'engage ensuite politiquement et gère la stratégie d'influence digitale de François Bayrou aux Présidentielles de 2007. Elle rejette ensuite la politique des partis au moment où le MODEM lui offre une tête de liste aux européennes. Depuis 2009, elle est activiste off et on line et est très impliquée dans la vague de protestation suite à l'effondrement du Rana Plaza. Elle anime avec d'autres citoyens Ma Voix, un nouveau mouvement politique qui entend participer à la transition démocratique.



Jean-Pierre WORMS

À partir d'une formation de philosophe, Jean-Pierre a mené une triple activité : son métier, celui de sociologue au Centre de sociologie des organisations, rattaché au CNRS ; une expérience politique d'élus comme député et comme vice-président de conseil régional ; de nombreux engagements associatifs où il a combiné les enjeux de développement local et de renouveau démocratique (parmi bien d'autres responsabilités, il a été à l'origine du réseau de plateformes d'aide à la création d'activité France Initiative, devenu en octobre 2012 Initiative France ; il a animé la Fonda, le think tank de la vie associative, il a présidé l'Observatoire parisien de la démocratie locale, etc.).

Nos remerciements à Edgar MORIN qui a accepté que nous reproduisions son texte « Aux Oasis ! » qui a circulé sur les réseaux sociaux aux lendemains des attentats de janvier 2015.



CAHIERS DE LA **TRANSITION**
DÉMOCRATIQUE

laboratoire
de la transition
démocratique

www.transitiondemocratique.net